

Transcription de l'interview de Willy Claes (Hasselt, 21 octobre 2010)

Légende: Transcription de l'interview de Willy Claes, ministre des Affaires économiques de Belgique de 1973 à 1974, de 1977 à 1982 et de 1988 à 1992, ministre des Affaires étrangères de Belgique de 1992 à 1994 et secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) de 1994 à 1995, réalisée par le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) le 21 octobre 2010 au domicile de Willy Claes à Hasselt. Conduit par Étienne Deschamps, chercheur au CVCE, l'entretien porte particulièrement sur les sujets suivants: les origines de son engagement européen, la crise pétrolière des années 70 et le plan Davignon en matière industrielle, l'organisation de l'État belge en matière de questions européennes, la chute du Mur de Berlin, le Parti socialiste européen, l'Europe de la défense et l'OTAN.

Source: Interview de Willy Claes / WILLY CLAES, Étienne Deschamps, prise de vue : Alexandre Germain.- Paris: CVCE [Prod.], 21.10.2010. CVCE, Sanem. - VIDEO (03:32:30, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/transcription_de_l_interview_de_willy_claes_hasselt_21_octobre_2010-fr-fa3bef17-3b82-4360-8558-23dc1663ebd5.html

Date de dernière mise à jour: 04/07/2016



Transcription de l'interview de Willy Claes (Hasselt, 21 octobre 2010)

Table des matières

1. Les origines de son engagement européen.....	1
2. La crise pétrolière des années 70 et le plan Davignon en matière industrielle.....	3
3. Politique et organisation de la Belgique en matière européenne.....	6
4. La présidence belge du Conseil des CE (1993).....	13
5. Sur quelques personnalités belges.....	24
6. La chute du Mur de Berlin.....	27
7. Le Parti socialiste européen.....	29
8. L'Europe de la défense et l'OTAN.....	31
9. L'OTAN, l'Union européenne et le conflit en ex-Yougoslavie.....	36
10. L'OTAN et l'ouverture à l'Est.....	38
11. Bilan.....	40

1. Les origines de son engagement européen

[**Étienne Deschamps**] Alors, monsieur Claes, bonjour. Je vous remercie beaucoup de nous accueillir aujourd'hui chez vous à Hasselt pour évoquer ensemble vos souvenirs... oui, les souvenirs que vous conservez de l'action qui a été la vôtre dans le domaine politique, et en l'occurrence dans le domaine de l'intégration européenne. Et je voudrais, si vous me le permettez, commencer cet entretien par une question relative à votre jeunesse et qui porte effectivement sur les origines de votre intérêt et ensuite de votre engagement en faveur de la construction européenne. D'où cela vous vient-il?

[**Willy Claes**] Déjà à l'Athénée Royal d'Hasselt, j'ai été attiré par le mouvement fédéraliste européen. Voici l'explication. Mon professeur en langue maternelle annonçait que le mouvement fédéraliste avait organisé un tournoi d'éloquence. Thème: l'intégration européenne, et il me désignait comme participant pour l'Athénée. Ça fait que j'ai dû tout de même étudier un peu la littérature qui existait déjà et surtout celle qui était distribuée par le mouvement fédéraliste. J'ai gagné ce tournoi au niveau provincial, puis j'ai dû participer à la finale nationale où j'ai, je crois, obtenu la deuxième place ex aequo avec encore un autre candidat. Et c'est à partir de ce moment-là que je me suis vraiment intéressé au phénomène européen, au problème d'intégration, et je ne vous cache pas, c'est déjà à partir de ce moment-là que j'ai été gagné en faveur des thèses fédéralistes. Mais c'est ça le début.

[**Étienne Deschamps**] Et alors dans la deuxième moitié des années 1950, entre 1956 et 1960, vous êtes étudiant à Bruxelles, à la vraie université de Bruxelles, en sciences politiques et administratives. Et au même moment – on le sait – se négocient à Bruxelles, à Val Duchesse, les accords qui vont donner lieu aux traités de Rome, Marché commun, Euratom. Est-ce que l'étudiant que vous étiez s'intéressait de près déjà à la négociation en cours et aux enjeux qui se préparaient?

[**Willy Claes**] Tout à fait. On a suivi d'assez près les discussions, les négociations, surtout parce qu'il y

avait quelques professeurs à la VUB / ULB qui, régulièrement, donnaient des conférences sur ce thème. Je me rappelle, par exemple, Pierre Vermeulen, qui venait régulièrement faire des causeries là-dessus. Il y avait naturellement – mais qui ne venait pas régulièrement parce qu'il avait d'autres préoccupations – Paul-Henri Spaak. C'était naturellement notre orateur préféré, mais il était difficile à contacter. Mais donc, on a suivi de près ces négociations, quoique, à cette époque-là, il y avait d'autres problèmes de politique internationale qui dominaient le débat à l'ULB / VUB. C'était tout d'abord cette fameuse guerre algérienne, les Algériens qui se battaient pour obtenir leur indépendance. Il y avait l'occupation par les Soviétiques de Budapest. Voilà des thèmes qui dominaient plus le débat entre étudiants que l'intégration européenne.

[Étienne Deschamps] Alors, vous avez cité le nom de Paul-Henri Spaak. Je crois ne pas me tromper en disant que c'est un personnage qui occupe dans votre panthéon personnel une place tout à fait particulière. Est-ce que vous vous souvenez des circonstances dans lesquelles vous l'avez rencontré et quel souvenir cela a-t-il laissé chez vous?

[Willy Claes] Euh, oui. Lors d'un conseil général de mon parti, j'ai pris la parole en défendant déjà l'entente nécessaire au-delà de la frontière linguistique, [j'ai] donc [fait] un plaidoyer contre toutes théories confédéralistes, etc. À cette époque-là, moi j'ai eu beaucoup de succès avec cette intervention d'ailleurs bilingue – on faisait ça dans les deux langues. Et un homme politique qui me suivait déjà de tout près, Antoine Spinoy, ancien ministre des Affaires économiques et avant de la Défense, avait attiré l'attention de Paul-Henri Spaak sur ce jeune gamin-là qui était en train de donner des leçons aux grands lords de ce conseil général. Et c'est ainsi que Paul-Henri Spaak m'avait invité à son cabinet. Bien, il m'a expliqué un peu comment le département et le cabinet fonctionnaient, la façon dont il essayait tout de même, comme représentant d'un petit pays, de jouer un rôle important – [et cela] très poliment, très calmement. Et puis, il m'a tout de même donné aussi une petite leçon en ce qui concerne la façon de travailler. Il m'a dit: «Il ne faut jamais réagir immédiatement à un grand problème qui se pose. Il faut prendre le temps, le temps de la réflexion» et disait-il: «C'est ça qui me fait dire que tout ce qui se trouve ici, dans mon bureau, ça c'est urgent et ici c'est très urgent. Et si d'ici une semaine je rouvre ce dossier, il n'y a plus rien qui est urgent. Prends le temps de réflexion avant de prendre des positions sur des problèmes importants.» Ça, je me rappelle bien de notre première entrevue.

[Étienne Deschamps] Et pourquoi – on le devine – mais pourquoi Spaak était-il à ce point le personnage important, brillant que vous admiriez?

[Willy Claes] Spaak était un visionnaire. C'est incontestable. Il avait compris qu'on évoluait vraiment vers une guerre froide contenant tout de même des risques très sérieux de domination communiste. Ça c'est un. Et deux, la meilleure façon de se défendre contre ce risque et en même temps contre une domination américaine exagérée consistait à s'intégrer au niveau européen. Naturellement, Spaak n'était pas un anti-américain, loin de là. Il plaidait la solidarité entre les alliés, mais tout de même, pour renforcer la position des Européens, il fallait cette intégration. C'était un visionnaire Spaak, et en plus, naturellement, d'une éloquence brillante. Donc, il parvenait vraiment à tourner tout un congrès... Je me rappelle de débats au sein du parti en ce qui concerne l'OTAN. Il était en faveur naturellement

de l'OTAN, tandis que son collègue sénateur, le professeur Rollin, juge aussi à la Cour internationale à La Haye, plaidait contre. C'était vraiment des débats exaltants, mais tout de même, cette éloquence de Spaak faisait tout de même triompher ses idées aussi, même dans un congrès socialiste où il y avait pas mal de réactions antimilitaires et antimilitaristes.

2. La crise pétrolière des années 70 et le plan Davignon en matière industrielle

[**Étienne Deschamps**] Vous devenez ministre des Affaires économiques à une période particulièrement difficile, puisque c'est le début de la crise pétrolière et des prises de position de l'OPEP. Dans quelle mesure la Belgique a-t-elle été touchée par cette crise pétrolière, énergétique et comment le gouvernement Leburton, dont vous faisiez parti, a-t-il essayé de résoudre les difficultés qui se posaient?

[**Willy Claes**] La Belgique a été doublement touchée. Il y avait d'abord la crise énergétique provoquée par l'attitude des pays producteurs arabes, en général, mais en plus le ministre des Affaires étrangères hollandais avait prononcé un discours très clairement pro-israélien. Réaction immédiate des pays producteurs: «Si c'est comme ça, plus une goutte de pétrole pour les Hollandais!». Oui, il n'avait pas tenu compte du fait – ou il s'en foutait, je ne sais pas – que la moitié de l'approvisionnement de la Belgique se faisait via un *pipe* Rotterdam-Anvers. Nous voilà doublement touchés. Naturellement, on a essayé d'expliquer aux ministres, surtout de l'Arabie Saoudite, que l'on ne méritait pas cette sanction en fonction d'un discours prononcé par un collègue hollandais.

[**Étienne Deschamps**] Là, en l'occurrence, le Benelux n'a pas fonctionné du tout...

[**Willy Claes**] Il n'a pas fonctionné du tout. Mais donc, on a terriblement souffert à cette époque-là. Et donc moi, j'ai été obligé non seulement de prendre des mesures, disons, plutôt symboliques comme le dimanche «sans», mais aussi des mesures de rationnement très sévères. Voilà le côté défensif. Maintenant le côté offensif. Moi, je n'étais pas à l'origine mais le Premier ministre Leburton, ensemble d'ailleurs avec le président du Parti libéral Pierre Descamps, avaient eu des contacts en Iran avec le Shah dans le but de créer par initiative économique publique une raffinerie de pétrole en Belgique qui tournerait sur base des fournitures iraniennes. Il faut bien se dire que la façon dont on avait préparé cet accord n'était pas fort transparente. Au moment où moi, je prêtais serment comme ministre des Affaires économiques, je n'étais pas du tout au courant même du dossier. Et ce n'est qu'après une publication dans *Le Moniteur* d'une petite société responsable du développement de cette initiative que j'ai été mis au courant. Scandale dans la presse d'ailleurs. Finalement, le gouvernement Leburton est d'ailleurs tombé, entre autres, sur cette initiative de raffinerie. Mais donc, c'était le côté offensif. Bon, il faut prendre des mesures pour que nous-mêmes soyons responsables de l'approvisionnement énergétique. Voilà en quelques mots les deux façons pour se défendre.

[**Étienne Deschamps**] Et indépendamment de l'attitude unilatérale des Néerlandais, est-ce qu'il y a eu

au niveau des neuf membres de la Communauté, notamment des conseils Énergie qui ont été mis en place expressément pour cela, est-ce qu'il y a eu des initiatives concrètes au niveau communautaire pour essayer d'adopter une position commune, une stratégie commune?

[**Willy Claes**] Ne parlons pas de stratégie, parce que je ne vous cache pas que les réunions des ministres des Affaires économiques responsables aussi de la politique énergétique ont formé ma première grosse déception. Peut-être que j'étais un peu naïf en commençant les discussions au sein du conseil. Mais je me disais: «Bon, on a les moyens de se défendre. Parce que voilà, les Britanniques, ils ont du pétrole. BP était encore une société publique. Donc le gouvernement pouvait décider du jour au lendemain de fournir du pétrole à des conditions à déterminer par eux, à des pays qui souffraient et qui en manquaient.» Oui, ça c'était vraiment très très naïf. Ils ont joué la politique commerciale des grosses sociétés, Esso et autres, des grandes multinationales, et d'ailleurs des sociétés de production arabes en disant: «C'est le moment de gagner beaucoup de l'argent et on ne va pas changer nos plans de production et nos contrats pour des raisons d'ordre européennes.» Et donc, on avait beau frapper à la porte de Londres, on n'a pas bougé, savez-vous... Et donc pour moi, ça a été vraiment une déception parce que j'ai dû constater que cette fameuse solidarité au sein des Neuf, ça n'existait pas, à proprement parler.

[**Étienne Deschamps**] Pourtant, c'était un test grandeur nature, puisque les Anglais étaient membres depuis peu de temps.

[**Willy Claes**] Certes, par après, on a pris enfin des mesures – c'est beaucoup dire –, mais on a tout de même formulé toute une série de conseils, développé une politique d'économie, d'énergie etc. Mais en ce qui concerne la production à proprement parler, non, il y avait vraiment très peu de solidarité. Très peu...

[**Étienne Deschamps**] Début des années 1970, crise pétrolière. Vous arrivez au ministère des Affaires économiques, et c'est précisément le moment où la Commission européenne cherche à mettre en place les premiers instruments visant à une politique industrielle commune au niveau européen. Est-ce que vous vous souvenez des débats occasionnés par les premiers pas de cette programmation industrielle européenne?

[**Willy Claes**] Tout à fait, et je peux vous dire que les Affaires économiques en Belgique ont tout à fait appuyé ces démarches-là. D'abord dans un cadre fédéralisant. Il faut vraiment appliquer des politiques de grande dimension, de grande échelle. Nous en avons besoin, c'était encore la période de planification, etc. Il faut stimuler donc de ce point de vue-là aussi les interventions des secteurs publics. Et en plus, nous avons déjà compris en regardant ce qui se passait dans notre industrie charbonnière et dans notre secteur sidérurgique que la coopération au-delà des frontières était un *must*. Il fallait vraiment prendre des directives au niveau européen. Donc, nous avons vraiment appuyé à fond ces propositions venant de la Commission. Et d'ailleurs, c'est en 1978-1979 que j'ai fait des propositions au Parlement belge en ce qui concerne cette nouvelle politique industrielle. Mais il faut bien se dire que parmi les chefs des grands pays membres, il y avait des hésitations – je pèse mes

mots – fort sérieuses. Donc on ne peut pas dire que la Commission a vraiment reçu les armes nécessaires pour développer une réelle politique industrielle volontariste. Malheureusement, on a freiné – d'une façon très polie, savez-vous – mais tout de même on a freiné la Commission européenne.

[Étienne Deschamps] Très peu de temps après les événements dont vous parlez, début des années 1980: plan Davignon, restructuration du secteur sidérurgique au niveau européen. Quels étaient les enjeux spécifiques pour la Belgique, pour l'économie belge par rapport à cette crise sidérurgique et aux propositions avancées par la Commission?

[Willy Claes] Tout d'abord ceci, la crise était vraiment internationale. Presque tous les centres sidérurgiques en Europe étaient frappés par la crise, aussi bien financière – donc sociale – et, dans plusieurs pays aussi, structurelle. Alors en ce qui concerne la Belgique, il faut ajouter un aspect à ne pas sous-estimer. C'est l'aspect communautaire. Quelle était la situation? Il y avait dans le sud – donc la partie francophone du pays – plusieurs grands centres sidérurgiques historiques où donc le vieillissement de l'appareil se faisait sentir, tandis qu'au nord, on assistait au développement d'un tout nouveau centre Sigmar à Gand, ce qui provoquait en plus un débat interne. Parce qu'à vrai dire, Sigmar disposait de moyens pour se défendre. Le produit était très moderne. Il pouvait donc résister à toutes formes de concurrence venant du Japon, tandis que dans le sud, il fallait urgemment rationaliser et moderniser l'appareil, mais en tenant compte de la situation financière de ce centre. On ne disposait pas de moyens, sauf l'intervention massive de l'État. C'est ce qu'on a fait mais Davignon avait bien compris. Si on laissait faire les gouvernements dans les différents pays de la Communauté, on ne parvenait pas à réaliser un premier objectif absolument nécessaire d'ailleurs: la diminution de la capacité de production. Parce qu'on avait tellement multiplié les engins de production qu'on avait une capacité de production vraiment indéfendable. Donc il fallait rationaliser. Et donc là, on avait besoin d'une autorité au-delà des États. Et c'est à un certain moment Stevie Davignon qui a utilisé un article – dont on ne savait plus l'existence d'ailleurs – du traité, il a déclaré l'état de crise dans la Communauté. Et à partir de ce moment-là, il disposait – si je puis dire – des pouvoirs spéciaux qui lui permettaient vraiment d'intervenir drastiquement. Et il faut bien se dire qu'en ce qui concerne la Belgique, où l'on avait vraiment bien étudié la structure de la sidérurgie belge, avec d'ailleurs des études McKenzie et d'autres sociétés spécialisées, on est parvenu à s'intégrer dans cette politique européenne. Naturellement, ça a fait de la peine, on a dû diminuer d'une façon considérable le nombre d'emplois. Mais enfin, on a tout de même développé aussi des mesures d'accompagnement social qui, après tout, ont été acceptées par les syndicats. Vraiment, c'est le budget belge qui a souffert encore des années des efforts inévitables à faire. Mais donc, ça a été une période très compliquée, très dure d'ailleurs, pour expliquer surtout au monde du travail en Wallonie qu'il fallait rationaliser, qu'il fallait liquider des milliers d'emplois. Je vous assure, ce n'était pas facile. Mais d'autre part, les gens ont tout de même compris que sans l'intervention de l'Europe, on était perdu. Ça, c'était clair aussi.

[Étienne Deschamps] Mais est-ce que je me trompe en pensant que les responsables politiques belges, quels qu'ils soient, ont pu être en quelque sorte un peu aidés dans leur argumentation par la position européenne en disant: «Écoutez, il faut le faire, mais c'est une initiative européenne»? Donc c'est un peu un argument confortable en quelque sorte de pouvoir dire: «C'est une initiative

européenne»)?

[**Willy Claes**] Oui, mais en ce qui me concerne, en tout cas, je n'ai jamais utilisé cette façon de raisonner dans les débats à la télévision, à la radio: «Moi, je ne veux pas mais ce sont les autres là, à la Commission qui...» Non, j'ai toujours dit: «Écoutez, l'appareil sidérurgique vieillit, il faut moderniser.» En même temps, il y a d'autres concurrents très modernes et très puissants comme le Japon et comme d'autres. Il faut s'adapter, il n'y a rien à faire. Donc d'abord, rationalisation, modernisation, moyennant accompagnement social, et en même temps nouvelle politique industrielle. Par cette politique, il faut créer d'autres emplois, qui remplacent les emplois qu'on perd dans les grands mouvements de rationalisation. C'était mon raisonnement.

3. Politique et organisation de la Belgique en matière européenne

[**Étienne Deschamps**] Vous vous êtes donc intéressé, passionné très vite pour les questions européennes, les questions communautaires. Si l'on se focalise sur un aspect un peu singulier de la construction européenne, on peut penser au Benelux – nous sommes ici d'ailleurs dans une zone, une région frontalière, le Limbourg. Beaucoup ont dit que le Benelux était le laboratoire de l'Europe. Alors, vous qui avez pratiqué le Benelux au niveau parlementaire et ministériel, est-ce que vous partagez cette opinion?

[**Willy Claes**] Oui et non. Je crois sans doute qu'on a développé un certain *know-how*, une méthode de travail, même déjà des dossiers qui indiquaient qu'il fallait une intégration. Donc oui, on a été précurseurs, en démontrant aux plus grands comme la France, par après comme l'Italie, que tout ça était possible. Mais pour le reste, il ne faut pas exagérer par exemple mes expériences comme ministre avec le Parlement du Benelux. Il ne faut pas exagérer tout de même l'importance des débats qui se tenaient là-bas. Aussi au niveau du Conseil des ministres, oui, on travaillait sur des ordres du jour mais qui étaient plutôt techniques tout de même. Et on ne peut pas dire qu'on pouvait développer des grandes visions là et les réaliser. Donc n'exagérons pas, mais reconnaissons tout de même le mérite de ces trois petits pays qui ont indiqué que la voie, c'était l'intégration plus que la coopération normale qui se développe entre plusieurs pays voisins. Il y avait tout de même cet exemple-là qui, je crois, a inspiré aussi d'autres.

[**Étienne Deschamps**] Et est-ce que vous avez vu la coopération Benelux diminuer au fur et à mesure que l'intégration européenne augmentait?

[**Willy Claes**] Oui, sans le moindre doute, car il fallait bien constater que dans plusieurs domaines, l'Europe prenait des initiatives. Donc, il était tout à fait superflu de doubler ces efforts. En plus, il faut bien se dire que, surtout dans la période CECA, les trois petits pays ont tout de même joué un rôle assez important avec tout mon respect pour les Hallstein et autres. Tout de même, les petits pays avec, en général d'ailleurs, des représentants brillants, ont tout de même apporté pas mal de savoir-faire à

cette réunion des six pays.

[**Étienne Deschamps**] Alors en 1973, vous devenez ministre des Affaires économiques. Est-ce qu'à ce moment-là, vous aviez conscience du rôle de vos prédécesseurs – je pense à des gens comme Duvieusart, Jean Rey, Gaston Eyskens, Jean-Charles Snoy et d'Oppuers comme secrétaire général?

[**Willy Claes**] Jean d'Oppuers en effet, parce que c'est lui, entre parenthèses, qui a écrit le traité de Rome. C'est lui.

[**Étienne Deschamps**] Et est-ce que cela, vous en étiez conscient en 1973? Et est-ce que vous avez cherché à vous inscrire dans cette tradition?

[**Willy Claes**] On était parfaitement conscients de cela, mais il faut se dire qu'au moment où j'arrive aux Affaires économiques, en 1973 donc, le point central de la politique belge vis-à-vis de l'Europe s'était déjà transféré, déplacé vers les Affaires étrangères. Par après, on va constater d'ailleurs que même Rue de la Loi 16, donc le Premier ministre va de plus en plus s'occuper de l'Europe et donc essayer de retirer des compétences des affaires étrangères vers le cabinet et le département du Premier ministre. Donc, au moment où moi, j'arrive au Square de Meeûs, où le cabinet et le département des Affaires économiques étaient hébergés, le point central n'était plus là. Ça, c'est clair.

[**Étienne Deschamps**] Pendant pratiquement vingt ans, entre 1973 et le début des années 1990-1992, vous avez plusieurs fois été ministre des Affaires économiques dans des gouvernements dirigés par – on a cité son nom – Edmond Leburton, Léo Tindemans, Marc Eyskens, Wilfried Martens. Est-ce que vous avez le sentiment que, pendant cette période, les grandes orientations de la politique européenne de la Belgique ont changé?

[**Willy Claes**] Ma réponse est très claire, elle est négative. Et je crois que de ce point de vue-là, on peut être fiers. Les Belges, dès le début, ont défendu la nécessité du développement de l'intégration au niveau européen, en mettant l'accent et en donnant la priorité dans le développement à la Commission européenne. C'est une thèse fondamentale. Parfois maintenant, j'ai l'impression que même du côté belge, on semble un peu négliger cette thèse. Mais durant toute cette période-là, non. C'était une constante. On défendait la Commission et la politique d'intégration comme étant développée par cette institution-là. Et il y a vraiment une ligne constante. On n'a pas dérogé à cette ligne durant toute cette période.

[**Étienne Deschamps**] Pendant cette période et au long de toutes vos expériences ministérielles, comment les décisions au niveau gouvernemental étaient-elles prises en ce qui concerne la politique étrangère et en l'occurrence la politique européenne? Je pense à un organe peu connu, qui est le comité ministériel de politique étrangère. Comment ça se déroulait? Qui faisait les arbitrages quand il y avait lieu d'en faire? Et ensuite, comment se répartissaient les dossiers et les décisions prises?

[**Willy Claes**] Il faut bien se dire que durant toute une période, au gouvernement, on ne discutait pas tellement de la politique européenne. C'était presque un domaine réservé au Premier ministre, au ministre des Affaires étrangères et parfois aux ministres des Finances et des Affaires économiques. Et les autres ne s'en occupaient pas et n'étaient pas mis dans le bain... Naturellement, dans la mesure où l'influence et l'importance de la Communauté européenne a grandi, les autres ministres ont tout de même commencé aussi à s'immiscer dans les dossiers. Et de là alors la création de ce fameux comité ministériel des Affaires étrangères où les points européens étaient alors mis à l'agenda. Mais honnêtement, je ne me rappelle pas de beaucoup d'incidents ou de divergences de vues. Je vous rappelle ce que je disais il y a quelques instants, cette ligne constante appuyait la Commission dans cette politique, dominait tout de même les différents gouvernements. Mais donc il ne faut pas exagérer, dans toute cette période-là, l'importance du rôle joué par ce comité des Affaires étrangères. Ce n'est qu'à partir du moment où, surtout du point de vue budgétaire, les choses ont tourné mal en Belgique et où on avait tout de même quelques difficultés à défendre le traité de Maastricht et à préparer par après l'entrée de la Belgique dans l'Union monétaire que le comité ministériel naturellement a pris toute son importance.

[**Étienne Deschamps**] Vous nous avez bien expliqué la ligne traditionnellement adoptée par la Belgique et la diplomatie belge. Est-ce qu'il n'y avait pas malgré tout parfois des divergences entre francophones et néerlandophones ou entre, je dirais, les partisans d'une intervention publique – je pense au Parti socialiste – et les socio-chrétiens ou libéraux sur ce point, ou bien, là aussi, il y avait un consensus permanent?

[**Willy Claes**] Notez bien qu'il y avait naturellement ces divergences, disons, presque d'ordre idéologique, mais la Commission européenne – il faut bien se dire – n'a jamais fait des grandes propositions ayant comme but de développer des initiatives économiques publiques. La Commission européenne, de ce point de vue-là, touche au prix des mesures, a fait des propositions quatre ans plus tôt dans une idéologie. Et je dis, sans quelques indications péjoratives, de politique libérale. Ce qui a été toujours admis, ce qui a été admis par les gouvernements belges, parfois avec quelques hésitations du côté socialiste, mais je ne me rappelle pas qu'il y ait eu vraiment des grands chocs ou des grands incidents sur ce point-là.

[**Étienne Deschamps**] Cette politique européenne, vous l'avez donc vécue pendant pratiquement près de vingt ans sous l'angle spécifiquement économique, mais en 1992, vous devenez ministre des Affaires étrangères dans le premier gouvernement de Jean-Luc Dehaene. Dans quelles circonstances avez-vous été appelé à cette fonction?

[**Willy Claes**] On avait connu à nouveau quelques problèmes sérieux d'ordre communautaire. Martens, qui avait déjà dirigé je ne sais pas combien de gouvernements, estimait qu'il fallait tout de même trouver quelqu'un d'autre maintenant pour faire ce boulot très ingrat. Et c'est son ami, ancien chef de cabinet d'ailleurs, Jean-Luc Dehaene, qui a alors repris le flambeau. Et Dehaene a estimé qu'il fallait un peu changer aussi les têtes. Comme je m'entendais bien avec Dehaene, comme d'ailleurs

avec Martens, il m'a proposé le portefeuille des affaires étrangères. Et je ne vous cache pas qu'après avoir passé plus de dix ans aux affaires économiques, je me disais: «Bon, il faut changer un peu d'horizon aussi.» Et les affaires étrangères, la politique internationale, surtout la politique européenne m'intéressaient beaucoup. Et donc, c'est sans hésitation que j'ai accepté ce portefeuille.

[**Étienne Deschamps**] Et quand vous êtes arrivé à la tête du département des Affaires étrangères, vous succédiez à Marc Eyskens. Est-ce que vous avez cherché à... vous vous êtes inscrit dans la continuité ou est-ce que vous avez au contraire essayé de marquer, je dirais, votre spécificité?

[**Willy Claes**] En ce qui concerne l'Europe, continuité. Continuité, je ne vois pas en quoi Eyskens aurait dérogé à la ligne traditionnelle belge. Donc continuité et en plus, naturellement, vous dites bien 1992, on n'avait pas de temps à perdre en ce qui concerne la préparation de notre présidence qui se situait au deuxième semestre de 1993. Donc il fallait immédiatement s'y mettre, et c'est ce qu'on a fait.

[**Étienne Deschamps**] Au sein de ce premier gouvernement Dehaene, vous n'êtes pas le seul à vous occuper des questions européennes en tant que ministre des Affaires étrangères, puisque Robert Urbain se voit attribuer le poste de ministre du Commerce extérieur et des Affaires européennes, adjoint néanmoins au ministre des Affaires étrangères que vous êtes. Est-ce que vous vous souvenez des raisons pour lesquelles on a jugé bon au début des années 1990-1992 de créer en quelque sorte ce poste et de l'attribuer à Robert Urbain? Et dans un deuxième temps, comment s'organisait le travail et la répartition des tâches entre votre cabinet et le sien?

[**Willy Claes**] L'explication, je crois, est fort simple. Même si je jouissais tout de même de pas mal de confiance dans la communauté francophone, on estimait tout de même qu'il fallait avoir aussi quelqu'un qui, jour après jour, pouvait contourner ce qui se passait en Europe et ce qui se passait au gouvernement belge en ce qui concerne cette politique européenne. Il n'y a pas d'autres explications. Robert Urbain, un vrai copain, je n'ai eu aucune difficulté avec lui. Il s'est d'ailleurs surtout attelé au commerce extérieur. Et comme vous savez, un ministre du Commerce extérieur voyage beaucoup. Donc Robert n'était pas souvent au département pour suivre ses dossiers, mais on avait fait une sorte de protocole. Et dans les deux cabinets se trouvait chaque fois un représentant du ministre qui assurait la coordination; l'information, la coordination, décision, tout ce que vous voulez... et je n'ai jamais eu la moindre difficulté avec Urbain, surtout parce que j'ai montré ma solidarité totale. J'étais ministre national et c'est ainsi que j'ai plaidé en faveur de la Wallonie et plus spécifiquement de la province du Hainaut l'application des fonds structurels qui ont amené tout de même plusieurs milliards de francs belges pour cette province. Je sais bien que j'ai été assez bien critiqué dans le nord du pays pour les attitudes que je prenais en faveur du Hainaut, mais en tant que ministre national, je n'ai jamais hésité à prendre ces responsabilités. Et donc, les résultats que j'obtenais en faveur de la Wallonie, et plus spécifiquement du Hainaut, faisaient dire aux collègues wallons et francophones en général: «Bon, les Affaires étrangères, en tout cas, on peut leur faire confiance parce qu'ils font leur boulot comme on le demande.»

[**Étienne Deschamps**] Alors, c'est une époque – même si vous le fréquentiez déjà avant bien sûr –

c'est une époque où vous rencontrez régulièrement le roi, le roi Baudouin. Avait-il, selon vous, une vision particulière en ce qui concerne l'orientation diplomatique du pays et donc ses choix en matière européenne? Je vous pose cette question, parce que je me demande parfois: «Est-ce que le roi craignait ou non une certaine perte de souveraineté pour le pays?»

[Willy Claes] Non, pas du tout. Le roi, étant jeune, avait reçu une éducation européenne qui était identique aux conceptions que je viens de rappeler il y a quelques instants. Il faut développer l'Europe, il faut approfondir, non seulement du point de vue structurel, mais surtout du point de vue politique, l'Europe. C'est la seule façon de résister à tous les défis qui nous parviennent, et de l'autre côté de l'Atlantique et de l'Asie, etc. Donc je n'ai jamais entendu dire le roi Baudouin qu'on allait perdre des compétences, des prérogatives, non. C'était aussi un Européen convaincu qui, en plus, rappelait régulièrement qu'il fallait défendre la Belgique et donc Bruxelles comme étant la capitale de l'Europe. Non, non, il nous a toujours fort appuyés dans nos efforts de développement de l'Europe, ça c'est clair.

[Étienne Deschamps] Précisément, vous évoquez Bruxelles. En tant qu'ancien Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, puis secrétaire général de l'OTAN, quelle était et quel est encore aujourd'hui, à vos yeux, l'importance pour la Belgique, pour Bruxelles, d'être le siège d'institutions internationales?

[Willy Claes] Je ne crois pas exagérer en disant que si Bruxelles n'hébergeait pas les institutions européennes et de l'OTAN, Bruxelles serait une petite capitale, ayant très très peu d'influence dans le monde. Mais aujourd'hui, Bruxelles est une ville qui, du point de vue diplomatique, héberge, après Washington, le nombre le plus important de diplomates dans le monde, dans le monde! Donc inutile de dire aussi que du point de vue économique, Bruxelles, en tant que capitale de l'Europe, est très importante. J'espère que la génération politique actuelle n'oubliera jamais ce constat qui est, je crois, indiscutable. Donc, et du point de vue influence politique, et du point de vue socio-économique, même culturel, le fait d'avoir pu recevoir les institutions européennes, c'est une aubaine pour Bruxelles et pour la Belgique. C'est incontestable.

[Étienne Deschamps] Vous avez été parlementaire longtemps. Vous avez été rapporteur ou co-rapporteur de traités européens très importants. Comment jugez-vous l'intérêt et l'état des connaissances de la classe politique belge en générale, mais en l'occurrence des parlementaires belges à l'égard des dossiers, souvent techniques, européens?

[Willy Claes] Il est difficile de donner une réponse générale à cette question. Je dois vous dire qu'en tout cas, mes expériences avec les parlementaires belges faisant partie de la commission parlementaire des Affaires étrangères ont été très positives. Là, il y a vraiment sur les bancs des différents partis politiques des gens qui s'intéressaient et qui se spécialisaient dans les dossiers. Donc, il ne fallait pas comme ministre se présenter à cette commission sans avoir fait suffisamment de préparation. Au-delà de cette commission, je crois que l'intérêt pour la politique internationale était faible. Je pèse mes mots. Ce qui me fait dire que le débat en séance publique sur le traité de

Maastricht se limitait à vrai dire à un deuxième débat qu'on avait déjà tenu dans la commission. C'était les mêmes acteurs, développant à peu près les mêmes arguments, développant les mêmes thèses. Je me pose d'ailleurs la question si la situation que je viens de décrire n'est pas la même dans la plupart des parlements en Europe. Il y a des gens qui se spécialisent là-dedans, et d'autres, bon, qui sont très intéressés par des problèmes de la justice, de la défense, etc. Je crois que les questions sont tellement spécialisées actuellement qu'on est bien obligé de faire des choix. Sinon, on ne parvient plus à suivre et à participer vraiment aux débats. Mais donc, mes expériences que j'ai faites au Parlement belge sont plutôt positives.

[**Étienne Deschamps**] En 1992, vous devenez ministre des Affaires étrangères et immédiatement, vous commencez à préparer la future présidence, vous l'avez dit, au deuxième semestre 1993. Mais avant cela, vous êtes confronté à un problème important à l'échelle européenne, c'est le référendum négatif au Danemark sur le traité de Maastricht. Alors, comment la diplomatie belge a-t-elle réagi à cet événement politique au Danemark et ensuite au niveau communautaire, comment a-t-on cherché à surmonter cette difficulté?

[**Willy Claes**] D'abord une anecdote là-dessus qui est presque symbolique. Le soir où le résultat du référendum serait annoncé, ce soir-là je recevais mon collègue portugais au Palais d'Egmont, collègue portugais qui préparait d'ailleurs la présidence portugaise. Et bon, on discutait de... il avait son agenda et régulièrement un collaborateur de mon cabinet venait à la porte me faire signe: «Il n'y a pas encore de résultats.» Il faisait très mauvais à l'extérieur. Il y avait même un ouragan. Et à un certain moment, vers 9 heures et demie, je crois, mon collaborateur arrive et il fait signe: «On a perdu.» Et à ce même moment, comme il pleuvait très fort, un trou quelque part dans le toit... l'eau qui descendait dans le salon. C'était vraiment symbolique. Mon collègue portugais, fort déçu, a fermé son dossier en disant: «Que voulez-vous que je fasse? Il faut revoir maintenant tout mon programme parce que...» Voilà l'anecdote. Enfin, ça a été l'argument que j'ai utilisé pour convaincre mes collègues d'augmenter un peu mon budget pour réparer et moderniser le Palais d'Egmont [*Rires*]. C'est une autre histoire. Et donc la façon de réagir, c'est-à-dire nous nous sommes tout à fait intégrés dans la tactique qui a été fixée au niveau européen. Bon, comment convaincre les Danois? Il faudra, si peu que possible, enfin il faudra prévoir quelques exceptions au traité pour les convaincre d'organiser un deuxième référendum et de faire passer cette fois-ci le traité. Nous, nous avons toujours insisté pour qu'on limite au maximum ces dérogations, parce qu'on avait tout de même tiré quelques leçons de ce que madame Thatcher avait obtenu à Maastricht: *I want my money back*. Ces états exceptionnels, ça on n'appréciait pas beaucoup. Mais enfin, on a admis, comme d'autres, qu'il fallait prévoir quelques dérogations au traité pour convaincre les Danois de suivre le mouvement général.

[**Étienne Deschamps**] Vous évoquez la personnalité de Margaret Thatcher. Est-ce que vous avez des souvenirs précis de confrontations, voire de clashes de négociations au plus haut niveau, au sommet entre les conservateurs britanniques, en l'occurrence Thatcher, et les autres partenaires européens?

[**Willy Claes**] Je n'ai jamais assisté naturellement aux conseils [auxquels participaient] les présidents et les Premiers ministres, et c'est là où les clashes apparemment se passaient, mais j'ai un autre souvenir, fort précis, qui me fait dire que Thatcher se comportait vraiment comme un grand chef qui

n'acceptait pas un geste d'opposition. Elle était venue à Bruges faire un grand discours au collège anti-européen. Et ce soir même, elle avait invité Martens, Tindemans et moi à l'ambassade britannique pour un lunch. Tout d'abord, elle arrivait avec un retard considérable, mais enfin ça ... Et ce qui m'étonnait déjà, elle buvait quelques whiskys assez forts. Et puis, on a commencé à discuter. Enfin, discuter c'est beaucoup dire, parce qu'il n'était presque pas possible de prononcer quelques phrases. Elle interrompait d'une façon vraiment très autoritaire, que ce soit Tindemans, que ce soit Martens ou moi. Donc ça veut dire que sur 2 heures et demie de discussion, c'est elle qui a pris à peu près 2 heures, et nous les trois «petits» ministres 30 minutes. Mais donc, elle n'écoutait pas les arguments proeuropéens. Elle n'écoutait pas, elle imposait son point de vue. C'est une anecdote que j'ai encore très fraîche dans la mémoire.

[**Étienne Deschamps**] Alors que vous avez le sentiment qu'au contraire avec les Allemands, avec vos interlocuteurs allemands ou français, italiens, néerlandais, peu importe, les relations étaient sur les questions européennes tout à fait différentes?

[**Willy Claes**] Tout à fait différentes, très harmonieuses d'ailleurs. Et là au moins, il y avait moyen d'avoir une discussion saine et normale. Avec madame Thatcher, et d'ailleurs par après avec Major, ce n'était pas facile.

[**Étienne Deschamps**] Au début des années 1990, on évoque déjà des perspectives de plus en plus précises d'une Union économique et monétaire. Or pendant cette période, la Belgique est un pays très endetté au point que beaucoup ont pu dire que la dette belge a été un frein pour son entrée dans l'Union économique et monétaire. Que pensez-vous de cette insertion et quels souvenirs gardez-vous effectivement de cette période où il fallait se préparer un peu à l'entrée dans l'Union économique et monétaire?

[**Willy Claes**] Tout d'abord, je suis tout à fait d'accord avec l'analyse que vous faites. J'ai vécu toutes ces périodes d'ailleurs presque comme une tragédie. Aux Affaires économiques, j'avais des dossiers structurels fort importants. Je me présentais avec les dossiers et voilà, il n'y avait pas le temps de discuter très sérieusement parce qu'à nouveau, il y avait une question de quelconque petite école où on ne parlait pas le français ou le néerlandais. Oui, mais je n'exagère en rien. C'était les questions communautaires qui dominaient la scène politique et donc aussi le Conseil des ministres. Il suffisait qu'il y ait une manifestation quelque part aux Fourons avec des interventions de la gendarmerie, pendant des jours, pour que je ne parvienne pas à dire à mes collègues: «Hé là! Est-ce que vous avez le temps de m'écouter? Parce que j'ai quelques sérieux dossiers à vous présenter.» Et donc, même chose du côté budgétaire. Ce n'était pas une priorité et c'est vrai, l'assainissement des secteurs dits nationaux comme le charbonnage, la sidérurgie, le textile, etc. avaient naturellement produit des factures importantes du point de vue budgétaire. Et donc c'est vrai, on était parvenu non seulement à accumuler une dette qui dépassait les 100 % du produit national brut, mais en plus, on faisait des déficits dépassant les 10 % du PNB. Intenable. Et donc il faut bien se dire que les grandes coalitions démocrates / chrétiens / socialistes étaient paralysées, surtout par les questions communautaires. Ce qui a amené Martens à changer de coalition et à essayer de donner des coupes sombres dans le budget en demandant et en obtenant du Parlement des pouvoirs spéciaux. Quand on regarde par après, même

après une période de 5-6 ans de coalition démocrate / chrétienne-libérale, la situation n'avait pas été assainie suffisamment. Et ce n'est que par après, sous les gouvernements Dehaene qu'on est vraiment parvenus à nouveau à présenter des chiffres, disons, valables. Mais en revenant à votre question, il est donc vrai que certains hommes politiques – et j'y appartenais – étaient fort inquiets en disant: «On va rater le coche, il y a Maastricht. L'Union monétaire s'annonce. Pour faire partie de cette famille de l'euro, il faut remplir certaines conditions très formelles, non seulement en ce qui concerne le niveau d'inflation, etc., mais aussi en ce qui concerne le niveau du déficit annuel. En ce qui concerne la dette, ça ne peut pas continuer comme ça.» Le résultat, je le répète, a été un changement de coalition, et donc moi je n'ai pas participé directement à cette réorientation sous Martens-Gol. Mais vous pourriez remarquer dans les documents parlementaires que j'ai été très prudent dans cette période d'opposition. Je n'ai jamais mené une opposition très forte contre le gouvernement, parce que j'estimais qu'il fallait assainir à tout prix la situation. Je n'ai fait qu'une seule grande intervention d'opposition. C'est au moment où on a dévalué la monnaie belge sans connaître l'avis des Luxembourgeois au moment où, pourtant, on était pendant des décennies déjà liés par un accord monétaire où les Luxembourgeois jouaient un rôle beaucoup plus important qu'on peut croire quand on voit les rapports de force démographiques. C'est la seule fois que je suis intervenu, sauf aussi dans le débat en ce qui concerne les charbonnages. Mais cela avait trait à la politique énergétique du pays. Voilà tout le commentaire que je peux donner là-dessus. Vous avez donc tout à fait raison en disant que le climat politique a été considérablement influencé par l'approche de la ratification du traité de Maastricht et par le démarrage de l'Union monétaire. C'est incontestable.

4. La présidence belge du Conseil des CE (1993)

[**Étienne Deschamps**] On l'a dit, bien sûr, second semestre 1993: présidence belge, trimestrielle, présidence tournante du Conseil des Communautés européennes, comme on le disait encore à l'époque, et mise en œuvre du traité de Maastricht. Quels étaient les grands dossiers auxquels la présidence belge avait à répondre?

[**Willy Claes**] Il y en avait pas mal. D'ailleurs, en général, les observateurs nous donnaient fort peu de chances pour faire passer ces dossiers. Il y avait les fonds structurels avec des milliards et des milliards à la clef. Puis il y avait l'Uruguay round. J'y reviens immédiatement parce que les Français avaient évoqué la possibilité de prendre la stratégie de la chaise vide, comme de Gaulle avait fait dans le temps. C'était donc un deuxième dossier. Et puis, il y avait toute la question des sièges des institutions. Voilà déjà. Il y avait d'autres dossiers comme le grand plan de Delors qui voulait vraiment un plan pour la création de l'emploi, les investissements dans les grandes infrastructures, etc., pour ne pas parler en plus des relations avec les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est après la chute du mur de Berlin et la décomposition de l'Union soviétique. Donc il y avait pas mal de choses à l'ordre du jour et je n'insiste pas sur la tragédie qui se passait en ex-Yougoslavie et où l'on ne parvenait pas à se mettre d'accord à Douze. Donc pas mal de dossiers à l'ordre du jour, mais ce qui me préoccupait avant de démarrer la présidence belge, c'était l'attitude des Français en ce qui concerne l'Uruguay round. Quel était le problème? Plusieurs États membres appuyaient la thèse – en outre des États-Unis et d'autres – selon laquelle tout ce qui touche à la culture doit être considéré comme une marchandise qui se négocie suivant les mêmes règles à négocier dans l'Uruguay round où les Français

disaient: «Pas question! La culture, ça touche le fond même de notre société, le respect de l'homme. Il nous faut donc – c'était l'expression utilisée – l'exception culturelle.» Au sein de la Commission, le vice-président britannique qui s'appelait d'ailleurs Brittan s'opposait formellement à toutes dérogations et donc n'avait, mais vraiment aucune compréhension pour la thèse française en disant: «En plus, c'est ma compétence. C'est la compétence de la Commission qui va décider et les Français...» Et donc, il me disait: «Écoutez, en dernière minute, ils seront bien obligés de nous rejoindre parce qu'ils n'oseront jamais prendre la responsabilité de l'échec d'une négociation mondiale sur l'avenir du commerce.» Moi, je n'étais pas convaincu, et avant d'entamer d'ailleurs la présidence, j'avais organisé après une séance ministérielle au Luxembourg un dîner avec mon collègue français. C'était Alain Juppé. On a discuté très longuement le problème, et moi je l'ai quitté en me disant: «Si on ne trouve pas de consensus, c'est à nouveau la chaise vide.» Donc la paralysie des institutions européennes. Je l'ai expliqué à mon collègue britannique, qui disait: «Écoutez, il ne faut pas se laisser impressionner par le ministre d'un grand pays. Moi, je sais de quoi je parle. Continuez comme si de rien n'était...» Je lui ai dit: «Bien, j'aimerais tout de même créer l'occasion d'en parler entre nous.» Il disait: «Ne faites pas ça, parce que, une fois que vous mettez la main dans l'engrenage, c'est parti! C'est ça, ce que les Français veulent!» J'ai réfléchi longtemps. J'en ai parlé au Premier ministre, qui ne connaissait pas tellement ce dossier-là, et qui m'a dit: «Dehaene, écoute, tire ton plan, prends tes responsabilités». Alors au mois d'août, je me suis dit: «Eh bien, on va le mettre à l'ordre du jour, non pas d'un conseil mais d'un conseil informel. Et plus que ça, chaque mois qu'on se voit, on va reprendre d'une façon informelle le débat.» J'en ai touché [un mot à] mon collègue britannique qui, à ce moment-là, était en voyage officiel aux Indes. Il n'était pas fort content mais, vrai démocrate, acceptant tout de même la compétence de la présidence, il a dit: «Vous avez décidé, je vous ai donné un conseil tout à fait contradictoire, les conséquences, c'est pour vous!» Et c'est déjà au mois de septembre qu'on a tenu un premier conseil informel. C'était rude, surtout parce que le vice-président de la Commission Brittan continuait à pétroter vraiment dans ce dossier. Mais Jacques Delors, assez vite, avait compris que j'avais vu juste. Et il m'a conseillé de continuer, *step by step*, bilatéralement puis multilatéralement, et bon, le résultat a été qu'au mois de décembre, en dernière minute, vraiment il était pas minuit moins cinq, il était minuit passé, on est tout de même parvenus à trouver le compromis et à téléphoner à Genève où l'on attendait l'attitude et la décision des Européens. On a pu téléphoner en disant: «Go! Pour nous ça va.» Ça a été vraiment un jeu de poker qu'heureusement on a pu gagner.

[Étienne Deschamps] On va évoquer longuement, bien sûr, les grands enjeux de cette présidence et le rôle précis – y compris mécanique – de la présidence belge et votre rôle personnel. Mais avant cela, je voudrais revenir sur un point peut-être anecdotique mais qui, je crois, illustre bien le climat et la dimension des enjeux, puisqu'en juillet 1993, donc tout au début de la présidence, vous faites devant le Parlement européen à Strasbourg un discours dans lequel vous expliquez avec humour aux députés présents – je vous cite – «qu'à ceux qui veulent les détruire, les dieux assurent en premier lieu la présidence du Conseil des Communautés européennes». Quelles sont pour un petit pays comme la Belgique, quelles sont les difficultés pratiques, logistiques, mais aussi les opportunités que pose et que suscite une présidence tournante?

[Willy Claes] Eh bien, écoutez, en effet, les défis logistiques d'une présidence sont tout de même énormes. Quand on voit le nombre de conseils qui fonctionnent, dans tous les domaines maintenant, et il faut suivre et presque dominer tous ces conseils-là. Ce n'est pas rien. En plus, il y a tout l'appareil

diplomatique. Nous, nous avions vraiment décidé de mettre le paquet. Et donc, on n'a pas hésité à rappeler une série de diplomates et à les intégrer dans notre appareil européen. En plus, on avait décidé chaque mois d'organiser des grandes réunions diplomatiques d'information pour les diplomates à l'étranger. C'est-à-dire que, par exemple, notre ambassadeur à Moscou réunissait au moins une fois par mois ses collègues pour expliquer un peu les points de vue de la présidence, tout ce qui se passait, etc. Et ça se faisait partout dans le monde. Même, même à l'ONU. Même à l'ONU, notre ambassadeur organisait des séances d'information, de consultation et, si possible, de concertation avec ses collègues européens. Ce qui ne l'empêchait pas d'ailleurs d'informer régulièrement les Américains, les Russes, etc., etc. Donc pour vous dire que le défi logistique, ce n'est pas rien. Heureusement, la Belgique a développé une riche tradition en ce qui concerne l'Europe. Et donc le savoir-faire était de notre côté, mais encore une fois je vous confirme, on a vraiment mis tout le paquet en affaiblissant un peu à gauche et à droite notre représentation bilatérale. Certains ambassadeurs n'étaient pas fort contents que je retire un secrétaire d'ambassade ici, un conseiller là. Mais il fallait considérer cette présidence comme étant prioritaire, en tenant compte aussi de l'ampleur du défi. Et donc on a mis le paquet. Et, enfin ce n'est pas à moi de le dire, mais quelqu'un comme Delors, Jacques Delors, a dit que dans toute cette période de sa présidence à la Commission, il considérait cette présidence de la Belgique comme une des deux meilleures qu'il avait connues. C'était tout de même un compliment à apprécier, je crois.

[Étienne Deschamps] Et quand on est ministre des Affaires étrangères pendant six mois, pendant les six mois de la présidence, est-ce qu'on a le temps de faire autre chose que des questions européennes?

[Willy Claes] Presque pas. Presque pas. Je ne dis pas que j'ai négligé la question rwandaise, par exemple, mais oui, je n'ai pas été à même de faire un déplacement en Afrique pendant ces six mois. J'ai été immédiatement par après, au mois de janvier ou février, mais pendant ces six mois, ma présence au cabinet et dans les bâtiments de la Communauté était nécessaire en permanence, ce qui ne diminue en rien, n'est-ce pas, les mérites de nos diplomates. Et je tiens tout de même à prononcer un mot, un nom, notre ambassadeur permanent monsieur de Schoutheete, un tout grand monsieur qui a fait beaucoup pour faire réussir cette présidence. Bon, je pourrais prononcer le nom encore de pas mal d'autres diplomates belges qui ont joué un rôle éminent pendant cette période-là.

[Étienne Deschamps] Si l'on se réfère à la période beaucoup plus récente, compte tenu de ce que vous venez de nous dire sur les difficultés, sur les enjeux que posent pour un pays, en l'occurrence pour un petit pays, six mois de présidence du Conseil, quel regard aujourd'hui portez-vous sur la mise en place d'un Conseil permanent, d'un Conseil stable et indirectement sur la nomination, il y a pratiquement un an maintenant, d'Herman Van Rompuy?

[Willy Claes] Je crois que c'est une aubaine. Cela répond à une logique. Tout d'abord, comme on disait il y a quelques instants, une présidence c'est vraiment une tâche très lourde, pas facile à assurer dans le chef des petits États membres. Mais même pour les grands, ça pose des problèmes. En plus, six mois, après tout, c'est une période trop courte pour assurer vraiment une continuité dans la politique dans tous ses différents domaines. Il faut une autre solution parce qu'on ne peut pas nier naturellement que chaque présidence a d'autres priorités et donc cela n'assure pas la continuité. Et donc je crois que, en nommant maintenant un président pour une période de deux ans et demie au

Conseil, on a mis un pas en avant, quoiqu'on ait encore compliqué les choses en gardant en plus une présidence tous les six mois. Je ne crois pas que ce soit fort sage. Et j'espère qu'à l'avenir, on va parvenir tout de même à faire disparaître cette présidence des six mois, assurée par un État membre. Il faut développer, je crois, encore la fonction de cette présidence permanente. Et je crois personnellement que, très prudemment, Van Rompuy est en train d'ailleurs de préparer l'Union à cette évolution-là. Il vient maintenant avec des propositions en ce qui concerne la politique économique, allant tout de même vers un approfondissement de cette politique, qui naturellement nécessite à nouveau plus de continuité. C'est dans ce sens-là, je crois, que Van Rompuy est en train de nous rendre service en renforçant, en approfondissant cette institution.

[Étienne Deschamps] Vous avez cité le nom de Philippe de Schoutheete, qui était effectivement représentant permanent de la Belgique auprès des communautés. Comment pendant ces six mois et même avant en amont, pendant cette période et la période de préparation de cette présidence, la prise de décision en matière européenne était-elle organisée au sein de l'appareil administratif belge: cabinet de Premier ministre, Affaires étrangères, les ministères techniques et, bien sûr, la liaison que je suppose permanente avec la représentation permanente?

[Willy Claes] Tout d'abord, très important je crois, il n'y avait aucune divergence de vue entre le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères. Ce n'était pas la concurrence pour jouer des solos, ni dans les médias, ni dans la Communauté européenne. Il y avait, je n'exagère en rien, un contact permanent entre mon chef de cabinet, responsable de la présidence et le chef de cabinet du Premier ministre. Permanent. Pour autant que besoin, contact avec le chef de cabinet du ministre des Finances, parce que Philippe Maystadt avait aussi un rôle important à jouer. Et dans certains cas, aussi le chef de cabinet du chef de l'État, du roi, était dans cette méthode de travail intégré. Donc, c'était un point très important. Pas de concurrence, harmonie dans les vues et dans l'action, ce qui n'avait pas toujours été le cas en Belgique. La période Martens-Tindemans, par exemple, c'était un peu difficile, si je puis dire. Deuxièmement, il y avait des petits noyaux de diplomates représentant les différents cabinets, qui travaillaient presque d'une façon permanente en ce qui concerne la préparation des grands conseils. Je réunissais le... parce qu'en général, c'était un lundi que ces conseils se faisaient. Je tenais déjà le dimanche après-midi et le dimanche soir des réunions d'abord entre Belges avec naturellement Philippe de Schoutheete et d'autres, mais par après aussi avec les représentants, le secrétaire général du Conseil et le secrétaire général de la Commission, pour qu'il n'y ait vraiment pas de malentendus avant de démarrer vraiment le conseil. Vraiment, c'était dur, on travaillait sept jours sur sept, mais il fallait bien pour faire réussir cette présidence.

[Étienne Deschamps] Contrairement à la présidence danoise qui précédait la présidence belge, vous avez préféré, comment dirais-je, abandonner la pratique de l'ouverture presque totale aux médias pour garder précisément le caractère discret, si pas secret, des négociations et des discussions. Est-ce que vingt ans plus tard, votre opinion sur ce point est restée la même sur la nécessité de garder un peu la confiance pour les négociations internationales?

[Willy Claes] Il ne s'agit pas seulement de garder la confiance. Je n'ai rien contre la transparence dans les décisions, je dis bien dans les décisions, mais la façon d'ouvrir les salles des Conseils des

ministres aux médias, surtout à la télévision – je m'excuse mais ça prenait des allures comiques. Parce que la télévision nous disait, et ça se comprend: «Écoutez, vous disposez d'une heure.» Ah bon? Mais tous les ministres, naturellement, voulaient montrer leur tête. Donc il fallait partager cette heure entre la Commission, tous les ministres... chacun qui lisait son petit texte, certains dépassant naturellement les limites de temps accordées, etc. Il n'y avait rien de naturel, rien d'efficace. C'était du show, je m'excuse. Et donc je me suis dit: «Moi, je ne marche pas dans cette histoire. Je m'excuse, mais oui à la transparence, mais pas d'une telle façon.» Il faut travailler au Conseil des ministres et donc ça ne se faisait pas en présence des caméras, c'est impossible.

[**Étienne Deschamps**] Début des années 1990, en l'occurrence présidence de 1993, ça n'est pas anodin par rapport à la structure interne belge, la fédéralisation progresse. Est-ce qu'en tant que président... enfin en tant que ministre des Affaires étrangères du pays qui assure la présidence du Conseil des Communautés, vous avez été confronté à la nécessité, pour ne pas dire à la difficulté de prendre en compte les avis des entités fédérées? Au niveau belge, je rappelle bien sûr qu'on est directement dans la suite des accords de la Saint-Michel.

[**Willy Claes**] Heureusement, à cette époque, je n'avais pas les mêmes difficultés que l'on connaît aujourd'hui. Mais certes, des accords étaient déjà intervenus, ce qui avait comme conséquence que, par exemple au conseil Agriculture, les représentants des régions prenaient part à la table, et quand il fallait voter, grand problème. Le compromis qui était intervenu n'était pas brillant du tout, du genre «Je n'étais pas en faveur», mais enfin, en cas de divergence, c'était l'abstention. Donc en cas de divergence entre francophones et flamands, la Belgique, d'un coup, n'avait plus d'opinion. Arrangement à la belge, mais je n'étais pas en faveur de cela parce que moi, j'avais préconisé dans ce cas-là: «C'est le gouvernement fédéral qui décide. Or, pas question, on a transféré ses compétences, vous n'allez pas les reprendre, comme on disait à Bruxelles, *en stoemelinx*». Et donc, je n'ai pas réussi à convaincre mes collègues de suivre ma méthode. C'était donc la méthode négative: en cas de divergence, on ne vote pas, on s'abstient.

[**Étienne Deschamps**] Et ça s'est passé? C'est arrivé?

[**Willy Claes**] Pour autant que je sache, non. On est chaque fois parvenu tout de même à participer vraiment au vote. Et comme heureusement il n'y avait pas trop de votes, on a évité les incidents. Mais j'admets que les négociations que j'ai menées avec des représentants des régions sur ce point-là, ce n'était pas toujours très encourageant, c'est vrai.

[**Étienne Deschamps**] Un point qui ne facilitait pas les négociations et la mise au point d'une décision et d'une politique commune, au moment même où vous assuriez la présidence en 1993, c'est par exemple quand vous avez inscrit à l'agenda de la présidence belge la poursuite des négociations d'adhésion avec des pays tels que l'Autriche, la Suède, la Finlande et la Norvège. Bon, on sait finalement comment les choses se sont déroulées, notamment dans le cas norvégien. Quel était à ce moment-là votre opinion sur la compatibilité ou non du statut de neutralité de pays qui avaient vocation à adhérer aux Communautés européennes?

[**Willy Claes**] Euh... Question importante et délicate en même temps, parce qu'on ne peut pas oublier qu'entre-temps, durant le sommet de Copenhague, aussi en 1993, on avait décidé de l'élargissement vers l'Europe centrale et l'Europe de l'Est. Et je n'hésite pas un instant à vous dire que j'étais en faveur de cet élargissement parce que j'estimais comme mes collègues que c'était notre devoir historique d'aider tous ces pays qui, pendant cinquante ans, avaient vécu sous la dictature communiste de Moscou. Il fallait les aider à établir la démocratie, à développer une économie moderne, etc., etc. Entre parenthèses, on avait fixé à vrai dire plusieurs conditions pour pouvoir entrer dans cette Union: il faut avoir un régime démocratique, respecter les droits de l'homme, les droits des minorités, il faut développer un système économique de libre-échange et ainsi de suite. Mais on avait dit aussi que l'élargissement devait aller de pair avec le processus d'approfondissement. Or, cette condition-là a été négligée – je pèse mes mots – d'une façon scandaleuse. On a tout à fait négligé cet aspect pourtant tout à fait structurel et fondamental du problème. Comment élargir et élargir en gardant le même cadre institutionnel qu'on avait créé lorsqu'on commençait à Six? Et c'est ça qui a provoqué la grande crise et ce qui provoque aujourd'hui tout de même encore ces grandes divergences de vue sur le projet final. Où est-ce qu'on veut arriver avec cette Europe? Enfin, cela dit, entre parenthèses, comme on avait décidé d'élargir vers l'Europe centrale et même l'Europe de l'Est, il était fort difficile de refuser de prendre très au sérieux la candidature des pays scandinaves et de l'Autriche. Même si, en effet, le problème de la soi-disant neutralité se posait. Pourquoi était-ce tellement difficile de ne pas prendre au sérieux... Parce qu'on savait d'avance, en intégrant par exemple la Pologne, qu'on serait obligé d'accepter un élément pro-américain beaucoup plus prononcé dans notre politique étrangère qu'avant. Donc, il fallait là quelque part trouver un certain équilibre. Et c'est la raison pour laquelle, personnellement d'ailleurs, je me suis fort engagé avec mon collègue allemand Kinkel à terminer la procédure d'élargissement. On n'est pas parvenu, on a raté à quelques millimètres sur la présidence belge la conclusion. Kinkel et moi, nous avons continué l'effort avec notre collègue grec Pangalos. Et donc c'est, je crois, au mois de février déjà, qu'on est parvenu à trouver tout de même un compromis qui était fort délicat, surtout avec les Suédois, en ce qui concerne cette politique de neutralité. Je ne vous cache pas que du point de vue purement politique, c'était un pas en arrière, parce qu'on hypothéquait en quelque sorte tout de même le rayon d'action diplomatique, mais comme on avait en vue le grand élargissement vers l'est, il était quasi exclu de ne pas accepter ces pays-là.

[**Étienne Deschamps**] Dans le cadre de la présidence, vous avez été notamment amené à conduire des négociations que je crois difficiles – vous confirmerez ou non – avec le Parlement européen sur les perspectives financières des Communautés. Est-ce que vous vous souvenez des discussions que vous avez eues à ce sujet, en compagnie d'ailleurs, avec l'aide de l'ambassadeur de Schoutete, avec la commission budgétaire du Parlement et je pense à un membre allemand qui s'appelait Detlev Samland?

[**Willy Claes**] Oui, d'ailleurs le nom me dit encore quelque chose.

[**Étienne Deschamps**] Est-ce que vous vous souvenez encore de ces négociations, des enjeux, des difficultés, de l'ambiance générale?

[**Willy Claes**] Je vais vous faire un aveu, je me rappelle très peu du contenu technique du dossier, qui était d'ailleurs fort compliqué. Mais j'avais compris que sans un règlement avec le Parlement, beaucoup d'autres dossiers risquaient d'être définitivement bloqués. Et donc je n'ai pas seulement amené Philippe de Schoutheete mais aussi tout un régiment de techniciens en matière budgétaire et financière. J'ai tenu à être présent à chaque fois, en démontrant ainsi – et ce n'était pas joué – mon respect pour le Parlement, étant un des piliers de notre construction européenne. Et donc on a eu pas mal de réunions à Strasbourg, au Luxembourg, à Bruxelles avec entre autres le parlementaire allemand qui en avait fait presque son dossier auquel il voulait lier son nom. Honnêtement, dans les discussions, ma part personnelle est donc minime, n'étant pas spécialiste en la matière. Mais quand il s'agissait de plaider la nécessité du compromis, la nécessité de reconnaître aussi la compétence et la place de la Commission dans tout ça et, en moindre part, je ne parle pas tellement du Conseil mais surtout de la Commission, j'intervenais. Mais bon, ce sont les techniciens qui ont bien travaillé, savez-vous, pas les ministres. On est parvenu à un accord dont, honnêtement, je ne me rappelle d'ailleurs pas les détails du contenu. Mais l'accord était une condition *sine qua non* pour débloquer toute une série d'autres dossiers et surtout pour créer une atmosphère beaucoup plus positive. Parce qu'à un certain moment, c'était vraiment une atmosphère négative dans le chef du Parlement qui régnait vis-à-vis des autres institutions. Et c'est là qu'il fallait mettre fin. Et on est parvenu à le faire, je crois.

[**Étienne Deschamps**] Il y avait un autre dossier, vous l'avez cité d'ailleurs tout à l'heure, c'est la négociation sur les fonds structurels. Vous avez cité le cas spécifique du Hainaut, est-ce que vous vous souvenez, là aussi, de l'ambiance dans laquelle se sont déroulées ces négociations et les difficultés créées par – je dirais – les relations avec la Commission, certains États membres et la présidence que vous assuriez, qui devait essayer de trouver des compromis?

[**Willy Claes**] Oh oui, je me rappelle les discussions finales, comme si c'était hier. La plupart des ministres étaient venus en disant: «Bon, on commence à 2 heures, vers 5-6 heures on prend son avion et on verra bien par après.» Moi j'avais déjà dit à Jacques Delors: «Ça ne prendra pas. Il faut des décisions.» Grosse difficulté, le Premier ministre irlandais avait fait des déclarations au Parlement irlandais en citant un chiffre, je ne sais plus lequel: «Il nous faut autant dans ces fonds, sinon on ne marchera jamais.» Réaction naturellement dans le chef d'autres pays. Je me rappelle la Grèce, je crois aussi le Portugal: «Si c'est comme ça, nous aussi, on a des planchers en-dessous...» Ça devenait quelque chose d'impossible. En tout cas, à ceux qui voulaient prendre leur avion à 5-6 heures, je leur disais: «Vous faites, mais moi je continue. J'ai déjà commandé des tartines, on continue.» Alors, ils n'étaient pas fort contents mais ... J'ai interrompu à plusieurs reprises le conseil pour le bilatéral, la confession, procédure de confession. Honnêtement, je n'y parvenais pas à ouvrir une perspective de solutions. Jacques Delors souffrait un peu d'une grippe, mais enfin, tout de même, je l'ai contacté en disant: «Jacques, avec ton commissaire, on n'arrivera jamais parce que, avec tous mes respects pour ce commissaire ...» C'était aussi, je crois, un Irlandais d'ailleurs, je ne me rappelle plus clairement. Mais il se tenait vraiment aux chiffres. Et pour le reste, il ne discutait rien. Pas moyen de faire un compromis, rien du tout. Jacques Delors, malgré son état de santé qui n'était pas brillant, est venu. Et alors on a vraiment..., j'ai fait là un tour que vous n'allez pas croire, mais finalement je suis parvenu à faire sortir le commissaire compétent de son dossier, «buiten», il ne participait plus aux discussions. C'est Jacques Delors qui a repris et Jacques, naturellement, il connaissait le budget d'une façon admirable, et donc il voyait bien si je faisais là une concession en ajoutant autant de millions, je peux

les reprendre dans un autre poste, etc. Et cela a pris jusqu'à 5 ou 6 heures du matin. Les bilatérales. Bon, certains pays – je ne vais pas les citer – ont encore essayé en dernière minute de jouer un petit jeu de chantage: «Si je n'obtiens pas cela et cela en plus, vous n'aurez pas le consensus.» Mais enfin, on a bien résisté là.

[Étienne Deschamps] Les bilatérales, c'est vraiment en tête-à-tête?

[Willy Claes] En tête-à-tête.

[Étienne Deschamps] C'est vous avec...

[Willy Claes] Il y avait Jacques Delors.

[Étienne Deschamps] À trois...

[Willy Claes] Il y avait Jacques Delors, il y avait moi et il y avait le ministre en question. Pas de techniciens, rien du tout. Tout le monde restait en dehors. Et vers 6 heures du matin, certains qui avaient téléphoné avec la capitale, etc. estimaient que les résultats n'étaient pas tellement mauvais, et au grand étonnement de tous les spécialistes, les fonds structurels sont passés, voilà. Mais c'était vraiment un grand jour, une grande nuit. Mais c'était grâce à Jacques Delors que les fonds structurels sont passés, sous présidence belge, contre tout pronostic.

[Étienne Deschamps] Oui, parce que, donc, une négociation telle que celle-là ne peut fonctionner que s'il y a une confiance, une connivence personnelle entre les interlocuteurs et en l'occurrence entre le représentant de la présidence, que vous étiez, et le président de la Commission Jacques Delors?

[Willy Claes] Tout à fait. Or, il existait une entente parfaite entre, disons, la présidence belge – donc Jean-Luc Dehaene, Maystadt, moi-même et d'autres – d'une part et Jacques Delors et son cabinet d'autre part. Je vous ai déjà dit que dans notre méthode de travail, il y avait un contact permanent avec la Commission, avec le secrétariat général de cette Commission, etc., etc. Et donc aussi, personnellement, ça donnait un clic entre Jacques Delors et les Belges. Peut-être parce qu'il s'intéressait beaucoup aussi au football belge – je ne sais pas – mais donc, ça marchait à merveille.

[Étienne Deschamps] Jacques Delors, est-ce que vous le connaissiez avant qu'il ne soit président de la Commission?

[Willy Claes] Je l'avais déjà vu à plusieurs reprises, oui, lors de réunions politiques internationales – l'Internationale socialiste mais surtout aussi la Fédération des partis socialistes en Europe. Donc je le

connaissais. Si vous voulez connaître mon avis, une des toutes grandes personnalités qui a donné des impulsions considérables au développement de l'Europe.

[**Étienne Deschamps**] Autre point que vous avez évoqué tout à l'heure, c'est la question du siège des institutions communautaires. Comment la Belgique, par sa médiation, a-t-elle là aussi réussi finalement, et parfois contre toute attente, à arracher un compromis et à trouver une solution à cette question qui était ancienne?

[**Willy Claes**] Ah, quand il s'agit de négocier des compromis, là les Belges sont des champions. On avait naturellement un grand avantage au départ. Il y avait pas mal de sièges à distribuer – je m'excuse pour l'expression – mais c'était une liste assez impressionnante. Et donc, il y avait quelque chose pour chacun. Naturellement, il fallait trouver l'équilibre. Et donc c'est surtout Jean-Luc Dehaene qui a joué là un rôle important, tout en me donnant une mission, la plus délicate: le siège du Parlement. Il me disait: «Mon vieux, tu connais bien ton copain Mitterrand, tire ton plan mais ne fais pas trop de concessions, parce qu'au sein de mon parti, je suis sous pression... Martens, qui publiquement déclare qu'il faut le siège du Parlement à Bruxelles. Donc attention.» Moi-même, j'ai eu plusieurs rencontres avec le président de la République française, avec François Mitterrand. Et Mitterrand avait bien compris qu'il ne pouvait pas obtenir Strasbourg tout court. Alors c'est lui qui, finalement, m'a fait une proposition que je considérais comme étant acceptable, c'est-à-dire, l'assemblée parlementaire doit se réunir au moins une fois par mois à Strasbourg et la séance budgétaire doit se tenir à Strasbourg. J'avais bien compris naturellement la signification symbolique de cette dernière proposition. Mais pour le reste, il était prêt à accepter Bruxelles, non seulement pour la réunion des séances plénières, mais aussi des commissions. À quoi moi, je lui ai dit que j'étais prêt à défendre cette thèse. À quoi il me disait immédiatement: «Mettons-le sur papier!» Ce que je n'ai pas fait, parce que je disais: «Ce sera dans *Le Monde* ou un autre journal après-demain. Ça, je ne prends pas ce risque.» Et je lui ai dit clairement que je ne pouvais pas prendre, courir ce risque-là. Mais enfin, j'ai discuté avec Dehaene qui estimait que le compromis était défendable. On ne peut pas dire que ce soit fort efficace, au contraire. Ça coûte énormément d'argent, ce déplacement permanent, mais bon... Le point le plus délicat avait trouvé une solution et le chancelier Kohl a immédiatement accepté, parce que je lui ai expliqué vers quoi on allait. Il disait: «Si François est d'accord avec ça, vas-y.» Et donc comme vous disiez, contre toute attente, on est parvenu sous présidence belge à trouver une solution globale qui, encore une fois, pour souligner l'importance tout de même pour Bruxelles, contenait comme points: le Parlement a son siège aussi à Bruxelles, la Commission a son siège à Bruxelles et le Conseil. Donc, on ne peut pas dire que les Belges ont mal négocié le compromis.

[**Étienne Deschamps**] Vous venez de citer deux noms importants que nous n'avions pas encore cités auparavant: François Mitterrand, Helmut Kohl. Là aussi, est-ce que je peux vous demander de dresser un petit portrait de ces deux personnalités et du rôle qu'à vos yeux ils ont eu dans le domaine de la construction européenne?

[**Willy Claes**] Un grand duo, inoubliable! Mais je préfère parler à chaque fois du trio. Quand il y avait de grosses difficultés au sein du Conseil, eh bien, si Kohl, Mitterrand et Delors s'y mettaient, ça passait. Malgré l'opposition britannique, ça passait. C'était vraiment des gens qui étaient conscients de

leur vocation européenne. Pour servir leur pays, il fallait développer l'Europe. Car en négligeant l'Europe, on ne rendait pas service au pays qu'on représentait. C'est ainsi qu'en ce qui concerne la solution, si je puis dire, du grand problème allemand après la chute du mur de Berlin, c'est encore ce trio-là qui est parvenu à donner une orientation définitive à la solution du problème. Il était connu que Mitterrand avait des réserves très sérieuses. Delors au contraire, dès le premier instant, a pris position en faveur de l'unification. Kohl, sachant bien les fautes énormes que l'Allemagne avait commises avant et durant la Deuxième Guerre mondiale, était conscient aussi de l'importance des objections et des hésitations dans le chef de Mitterrand. Et c'est ainsi que l'unification de l'Allemagne a été accompagnée par tout de même une concession très importante allemande: la création d'une union monétaire où les Allemands abandonnaient leur deutschemark, qui était tellement fort. C'est tellement vrai que ce sont les Allemands qui ont admis de mettre dans le traité de Maastricht une politique étrangère et de sécurité commune pour éviter le risque qu'une diplomatie allemande dans la *Mitteleuropa* ne se redéveloppe comme avant. Voilà l'un des grands mérites d'un Helmut Kohl qui avait des visions très importantes en ce qui concerne l'avenir du continent européen et d'ailleurs aussi en ce qui concerne les relations entre l'Europe et Moscou. Parce que là aussi, il ne faut pas sous-estimer tout de même tout ce que Helmut Kohl a fait pour essayer de consolider, de sauver la position de Gorbatchev qui malheureusement n'a pas pris. C'est une autre histoire. Mais donc, pour revenir à votre question, c'était un grand duo qui me fait dire sans hésitation que si l'on veut vraiment approfondir l'Europe, il faut au moins disposer d'un élément important, c'est le consensus sur l'axe Berlin-Paris. Si l'on n'a pas ça, je crains fort qu'on n'avancera pas. En plus, sans vouloir émettre quelconque considération négative vis-à-vis du président actuel de la Commission, j'espère que l'on retrouvera un président de la Commission ayant l'envergure d'un Jacques Delors, parce que grâce à ce Français qui était un Européen avant tout, on a tout de même pu faire des pas considérables en avant.

[**Étienne Deschamps**] Ce que vous dites va dans le sens de ceux qui disent que, bien sûr, les structures, les rouages techniques, institutionnels, administratifs sont essentiels, mais que le rôle personnel des hommes, des grands hommes, des hommes d'État joue aussi un rôle capital?

[**Willy Claes**] Je suis tout à fait d'accord avec vous, car souvent les décisions ne sont pas prises autour de la table officielle du Conseil. C'est souvent par des contacts individuels, soi-disant informels dans un petit bureau d'une quelconque délégation, que les accords sont nés. Et donc ce qui est important, avec tous mes respects pour les technologies modernes qui facilitent les contacts entre hommes, le contact direct et physique entre les hommes d'État, c'est très important dans le but de créer une atmosphère d'abord de confiance et de coopération. Je ne vois pas facilement sur des problèmes délicats des conférences où l'on voit uniquement sur écran son collègue, je vois difficilement faire naître un accord. Il faut le contact direct.

[**Étienne Deschamps**] Vous nous disiez que notamment dans le cadre de la négociation sur le siège définitif des institutions communautaires, Dehaene, Premier ministre, vous confiait qu'il devait tenir compte de la position de son parti, le CPP, et en l'occurrence de Wilfried Martens. Est-ce que vous aussi, en tant que ministre des Affaires étrangères, dans le cadre notamment de cette présidence, vous deviez tenir compte des positions relatives à la politique étrangère du Parti socialiste flamand?

[**Willy Claes**] J'ai toujours essayé d'écouter mon parti. Mais je l'ai dit à plusieurs reprises au congrès, le parti c'est une chose, mais le pays c'est autre chose. Et, en assurant un mandat ministériel, je me pose au-delà du parti. Je veux bien écouter, essayer de tenir compte, mais ce qui est important, c'est le consensus au sein du gouvernement qui est une coalition, qui prédomine mon parti. Et c'est comme ça, je crois, qu'on devrait aussi aujourd'hui essayer de sortir des problèmes. Si l'on continue à écouter uniquement ce qui se passe dans son parti, on n'arrivera jamais.

[**Étienne Deschamps**] Comment, dans le cadre d'une présidence, un pays et à nouveau en l'occurrence un petit pays peut-il faire progresser l'intérêt commun, l'intérêt européen, l'intérêt communautaire, tout en défendant – ce qui sans doute est légitime – également des intérêts nationaux? Comment se fait, et en l'occurrence dans le cas de votre expérience personnelle, comment se faisait l'équilibre entre l'intérêt commun et les intérêts spécifiquement belges?

[**Willy Claes**] Peut-être c'est un peu simpliste ce que je vais dire, mais si les grands dossiers socio-économiques, financiers, diplomatiques aussi échappent de plus en plus au contrôle tout d'abord des petits pays, si l'on ne parvient pas à trouver un règlement dans un contexte beaucoup plus large, *forget it*, on ne parvient pas à trouver les solutions. Donc pour les petits pays, des structures internationales sont la solution rêvée parce que dans ces structures-là, on a encore la possibilité de mettre un peu de son sien. Si l'on doit le faire individuellement, avec tout mon respect pour l'indépendance et la souveraineté et tout ce que vous voulez des États nations, on n'obtient plus rien. Je crois que de plus en plus, les grands États membres doivent réaliser qu'ils sont maintenant confrontés aux mêmes problèmes. Dans le monde globalisé, où même les États-Unis – superpuissance économique, technologique, militaire, diplomatique, tout ce que vous voulez – où même les États-Unis doivent tenir compte des nouveaux géants qui sont en train encore de se placer de plus en plus, comme la Chine, les Indes, le Brésil et autres, dans un tel monde, les États membres de l'Union ont fort peu de chances de faire écouter leur point de vue et de le faire accepter, s'ils ne parviennent pas à se présenter au nom de cette grande Union européenne en parlant tout de même au nom de 500 millions de citoyens. Et entre parenthèses, 500 millions, la Chine en a 1,3 milliard. Dans quelques années, l'Inde va encore dépasser démographiquement la Chine. Pour vous dire que même avec 500 millions, on n'y est pas. Et donc je l'ai dit encore à une conférence belgo-britannique, ce n'est pas le nombre des États membres qui va définir l'influence de l'Union européenne, ce n'est pas le nombre – 27, 28, 30, 35... Si Lady Ashton peut parler vraiment au nom de toute cette communauté, on sera obligé de nous écouter et de prendre en considération les éléments de solutions que nous mettons sur la table. Mais si nous continuons à donner publiquement l'image d'une union divisée, on n'y arrivera pas. Et donc, en revenant à votre question, surtout pour les petits pays qui ne disposent plus de moyens pour donner une solution – certainement pas –, mais même pour se faire écouter dans le traitement des grands dossiers d'ordre monétaire, commercial et autres, les institutions internationales comme l'Union européenne, c'est une aubaine. C'est la seule façon de pouvoir participer à la prise de décision.

[**Étienne Deschamps**] Fonds structurels, siège des institutions, perspectives financières, ce sont là tous des succès – que personne ne conteste – de la présidence belge de 1993. Est-ce que vous avez le sentiment aujourd'hui ou à l'époque déjà que votre nomination quelques mois plus tard en tant que

secrétaire général de l'OTAN est liée à ce succès de la présidence belge?

[Willy Claes] Il est difficile naturellement de savoir exactement quels ont été les critères qui ont amené mes collègues à me présenter comme candidat [au poste de] secrétaire général de l'OTAN, mais sans le moindre doute, cette présidence a joué dans tout cela. À quoi j'ajoute naturellement un autre dossier qui, malheureusement, a occupé beaucoup de notre temps aussi lors de cette présidence; c'était la question balkanique, la tragédie en ex-Yougoslavie. Il y a d'autres éléments, savez-vous, dans le débat concernant les missiles, les missiles à portée moyenne. J'ai pris des positions qui n'étaient pas toujours les positions de mon parti. Et je crois que cela aussi a joué surtout dans le chef des Américains. Enfin, tout ce que je dis maintenant, c'est de l'improvisation parce que personne n'est venu me dire pourquoi, par après, on m'a présenté. Mais je crois qu'il y a donc différents éléments dont la présidence belge, présidence qui était un succès. Je ne veux pas dire que j'ai été l'acteur principal dans tout ça, non c'était vraiment une équipe. Vraiment une équipe soudée qui a travaillé beaucoup plus que six mois d'ailleurs pour faire réussir toute une série de dossiers qui étaient sur la table. Mais probablement, oui, cette présidence a été un peu l'introduction à la valse.

5. Sur quelques personnalités belges

[Étienne Deschamps] Vous nous avez dit à quel point vous admiriez l'action européenne de Jacques Delors. Jacques Delors qui, en 1995, va quitter la présidence de la Commission après dix ans d'exercice et deux mandats successifs. Donc, à partir de 1994 – et je pense bien sûr au sommet de Corfou en juin 1994 –, se préparent sa succession et la nomination d'un nouveau président. Quels souvenirs gardez-vous – parce que vous étiez présent –, quels souvenirs gardez-vous des discussions autour de l'éventuelle nomination de Ruud Lubbers, candidat néerlandais, ou de Jean-Luc Dehaene, candidat belge?

[Willy Claes] Tout d'abord ceci: il est incontestable que la candidature de Jean-Luc Dehaene est née aussi de cette très bonne présidence belge de 1993. Et tout le monde avait admiré l'habileté de notre Premier ministre, et aussi sa connaissance approfondie des dossiers. La candidature de Lubbers est venue par surprise si vous voulez connaître mon avis. Mais à vrai dire, il y avait trois candidats. Il y avait aussi un certain... – et je l'ai déjà cité – un certain Brittan, le vice-président de la Commission, qui était avancé par la Grande-Bretagne. Sommet à Corfou, sous la présidence du Premier ministre grec Papandréou, fort affaibli après une sérieuse opération du cœur, fort affaibli, l'homme ne contrôlait pas la situation, c'est clair. Mais situation très spéciale aussi parce que deux des trois candidats étaient Premiers ministres et participaient normalement à la réunion du Conseil mais qui, étant partis intéressés, ne pouvaient pas être présents. Morale de cette histoire, c'était aux ministres des Affaires étrangères de les représenter et de les défendre. Drôle de situation parce que voilà, deux candidats démocrates-chrétiens qui seraient défendus par deux ministres socialistes: Wim Kok et Willy Claes. Avec un aspect tout à fait spécial, si je parvenais à gagner la bataille, je coupais la tête de mon meilleur copain, Karel Van Miert qui, dans cette hypothèse-là, n'avait plus de chance de devenir commissaire. En tout cas, avant le début de la conférence, Wim Kok et moi nous nous sommes vus, en disant: «Voilà, nous avons une mission comme ministre. Nous devons défendre notre Premier

ministre. Nous resterons bons copains, mais on y va. C'est le fair-play entre nous, mais on y va.» Bon, on commence l'après-midi, Papandréou, fort prudent dit: «Qui est-ce qui demande la parole là-dessus?» Wim Kok disait: «Écoutez, est-ce qu'on connaît suffisamment les candidats? Et est-ce qu'on ne va pas les interroger?» À quoi Kohl disait: «Moi, je ne suis pas intéressé par un examen ici. Allez, allez...» «Bon, disait Papandréou, si l'on estime qu'il ne faut pas avoir de conversation avec les candidats, organisons le vote secret, je vais distribuer des bulletins.» Et on distribue des bulletins. Mitterrand, immédiatement: «Mais qu'est-ce que c'est ici? J'ai écrit mon nom, monsieur Dehaene ici, pourquoi ne pas le dire?» Et Mitterrand, immédiatement appuyé par Kohl. Or, Kohl avait des comptes à régler avec Lubbers qui, du temps du débat sur la réunification, avait pris des positions assez rudes vis-à-vis des Allemands. Felipe González, Premier ministre espagnol, constatant qu'une large majorité était en train de se développer en faveur de Jean-Luc Dehaene, dit: «Écoutez, dans le premier *round*, je vote Lubbers parce que je l'ai promis. Mais ça n'exclut pas que, dans un deuxième *round*, je change d'avis.» Bon, cette discussion a continué pendant des heures. Papandréou ne tenait plus le coup, et vers 9 heures, je crois 9 heures et demie, il annonçait la fin de la réunion en disant: «Bon, on continue demain.» Et il partit. À quoi le Premier ministre français est venu me voir immédiatement en disant: «Vous réalisez ce qui se passe ici? Si on lâche ici les types, ce sera dans la presse demain et on ne fera plus rien. C'est impossible, il faut continuer.» Moi, j'ai été voir Pangalos, donc le ministre des Affaires étrangères, et j'ai dit: «Il faut continuer, je m'excuse pour Papandréou», mais dans un désordre invraisemblable, on est tout de même parvenu – un vrai petit miracle – à réunir à nouveau les douze acteurs. La discussion a continué, mais cette fois-ci avec des interventions allemandes et françaises beaucoup plus précises et vers 4 heures du matin, Wim Kok disait que si nécessaire, il était prêt à rejoindre un consensus. En d'autres mots: «J'abandonne, c'est pour Dehaene.» À ce moment-là, je disposais de onze des douze voix, car les Britanniques gardaient toujours leur candidat qui n'était appuyé par personne, sauf par Londres. Alors Major est venu me voir et il a dit: «Écoutez, il faut que je consulte Londres, parce que comme ça je ne peux pas changer d'avis. On se fixe rendez-vous demain à 8 heures.» Bon, on a interrompu la séance, on ne fait pas de déclaration, non. Rien du tout. À 8 heures du matin, bilatéralement j'ai vu John Major qui m'a dit: «Écoute, tu es un homme politique, comme moi, tu vas comprendre mon raisonnement. Si je dis oui à Dehaene, au moment même je perds ma tête au Parti conservateur et c'est la crise politique en Grande-Bretagne. C'est donc non.» Je lui ai dit: «Ça revient à confirmer un veto?» Il a dit: «Oui. C'est non pour Dehaene!» Bon, j'ai contacté Jean-Luc à qui j'avais expliqué naturellement la nuit et les onze sur douze mais, comme il fallait le consensus, que c'était fort douteux d'obtenir l'appui, donc... Jean-Luc était bien préparé à l'échec. D'ailleurs, par après il a bien digéré, et c'est autre chose. Mais donc, le climat lors de la réunion du dimanche, qui se faisait aussi en présence des ministres des Finances, était détestable. Détestable. Avec un chancelier qui ne se tenait plus, qui disait: «Écoutez, moi je dois maintenant reprendre la présidence des Grecs. Si vous croyez que vous allez me mettre sans président de Commission et paralyser ainsi ma présidence, vous vous trompez! Prenez vos agendas. Il y aura un sommet encore au mois d'août à Bruxelles!» Et c'est ainsi que la candidature de Santer est née. Et ça vient directement de Kohl qui avait compris qu'il n'avait aucune chance en continuant à plaider Jean-Luc Dehaene. Mais donc le climat, le dimanche, était vraiment détestable. Détestable. C'était vraiment l'image d'une Europe dont nous n'avons pas besoin.

[**Étienne Deschamps**] Et donc, quelques semaines plus tard, Jacques Santer, Premier ministre luxembourgeois, a été désigné sans discussions? Ou bien là encore, il y a eu un...

[**Willy Claes**] Non, il y a eu, je crois, je ne sais pas, mais je suppose, au niveau bilatéral entre Berlin et Londres, des contacts. Quel a été le prix que Kohl a payé pour calmer les Britanniques, je ne sais pas. Mais en tout cas, ils ne voulaient pas, les Britanniques ne voulaient pas du fédéraliste – *what's in a word* – Dehaene. Ça c'est clair.

[**Étienne Deschamps**] Tout au long des années pendant lesquelles vous avez été au premier plan politique et diplomatique, de nombreux Belges ont joué des rôles non négligeables dans les structures européennes et notamment dans les partis transnationaux. Vous avez cité son nom, Guy Spitaels et vous-même à l'échelle du Parti socialiste européen, Willy de Clercq, Annemie Neyts dans la famille libérale, Guy Verhofstadt aujourd'hui chez les libéraux, Léo Tindemans et Wilfried Martens au Parti populaire européen. On peut imaginer que cela n'est pas le fruit du hasard. Comment expliquez-vous cette situation exceptionnelle, si l'on prend en compte la taille du pays, d'une part, et est-ce que vous croyez à une vocation particulière des petits pays dans la construction européenne?

[**Willy Claes**] Ce n'est pas comme vous dites un fait du hasard. C'est évident, la Belgique naturellement était un des pays qui ont pris l'initiative. D'abord le Benelux et puis la CECA, l'Europe des six, dès le début, je crois, non seulement non pas pour des raisons d'opportunité, mais pour des raisons vraiment fort réalistes, la Belgique a pris l'option d'une Europe intégrée, et même si possible d'une Europe supranationale. Cela a été enseigné à l'école dans les structures de formation des partis politiques, dans les mouvements sociaux partout. Et c'est ce qui explique, je crois, la présence d'hommes politiques qui étaient imprégnés vraiment de ces idées-là. Nous avons parlé de Willy de Clercq, de Guy Verhofstadt, de Martens, Tindemans. Avant, il y avait un certain Paul-Henri Spaak, qui était tout de même un des fondateurs de l'Europe. Mais déjà le secrétaire général du département des Affaires économiques, Snoy et d'Oppuers, c'est l'auteur du traité de Rome. Tout ça indique dès le début que la Belgique a eu une part considérable dans le développement de l'Union européenne. J'espère seulement que les jeunes générations politiques belges sont prêtes à reprendre le flambeau et continuer dans cette voie qui semble être la seule possible. Un petit pays, voyez-vous, a l'avantage de ne pas provoquer dans le chef des grands États membres des doutes: «Est-ce qu'on n'a pas des intentions qu'on nous cache, etc.?» Le petit pays ne peut pas faire beaucoup de dégâts de ce point de vue-là donc... Un petit pays a un rôle spécifique à jouer, surtout dans la solution des grands problèmes. On a parlé de l'Uruguay round, c'était seulement parce que la Belgique est un petit pays qu'on ne pouvait pas croire qu'on avait des intérêts spécifiques et cachés à poursuivre... C'est parce qu'on était petit qu'on pouvait se permettre le luxe de poursuivre un parcours qui n'était pas le parcours de la Grande-Bretagne, qui n'était pas le parcours de l'Allemagne, ni de la France. Donc, le petit pays aussi demain, je crois, a un rôle important à jouer dans tout ce processus du développement européen.

6. La chute du Mur de Berlin

[**Étienne Deschamps**] Un point dont nous n'avons pas encore parlé dans cet entretien, c'est votre – on revient un peu dans le temps bien sûr mais – c'est votre réaction à titre personnel vis-à-vis de la chute

du mur de Berlin en 1989. Toute votre carrière politique a été marquée ou s'est déroulée jusque-là dans le contexte, dans le cadre de la guerre froide. Comment personnellement avez-vous vécu la chute du mur?

[**Willy Claes**] Je ne vous cache pas que la chute du mur, pour moi, a été une surprise. Quand je lis maintenant les mémoires de plusieurs de mes collègues, ils prétendent qu'ils avaient prévu cet événement historique. C'est possible. En ce qui me concerne, moi je n'avais pas prévu. Et donc j'avais au début les mêmes hésitations qui se sont manifestées à la table européenne dans le chef de madame Thatcher et de François Mitterrand, en disant: «C'est bien que le communisme perde toutes ses plumes, mais quid de l'équilibre sur le continent européen? Est-ce qu'une Allemagne unifiée ne va pas reprendre de tout son poids le rôle historique qui nous a tout de même fait connaître quelques aventures très sérieuses?» Et en plus, c'est une question que moi je posais au sein de notre comité de politique étrangère. Comment au nom de dieu digérer les suites économiques et financières de toute cette opération-là? Bon, très vite, on a dû constater que grâce à deux institutions, on a pu digérer tout ce processus: c'est l'OTAN et c'est l'Union européenne. C'est grâce à l'Union européenne qu'en effet on a pu contrôler ce processus avec tous les résultats positifs aussi. On ne peut pas nier *primò* que la paix s'est installée sur le continent. On ne peut pas nier que les régimes démocratiques sont en train de se développer un peu partout. Le marché économique interne s'est élargi d'une façon importante avec tous les résultats positifs. Et on peut encore continuer un peu à énumérer les résultats positifs, mais il faut bien accepter naturellement que les points de vue sur le résultat final qu'on veut obtenir avec l'Union européenne, que ces points de vue se sont de plus en plus différenciés. On ne sait plus très bien vers quoi on veut aller. Est-ce un système purement confédéral, qui accentue uniquement l'aspect surtout économique ou est-ce vraiment une perspective fédérale, par laquelle l'Europe, plutôt tôt que jamais, parlera d'une voix et parviendra ainsi à obtenir une place représentative dans la structure multipolaire qui est en train de se développer dans le monde globalisé? Voilà une question fondamentale qui pour le moment n'a pas reçu de réponse. Même pas dans le traité de Lisbonne.

[**Étienne Deschamps**] Vous nous dites que la chute du mur en tant que telle a été une surprise totale pour vous qui n'aviez pas anticipé ce qui se passe donc en hiver 1989. Est-ce qu'une fois le mur tombé, vous avez en tant que responsable socialiste et occupant les fonctions les plus importantes au niveau du Parti socialiste, est-ce que vous avez cherché ou réussi à créer très vite des liens avec des alter ego dans l'ancienne DDR?

[**Willy Claes**] L'ancienne DDR, non. Mais les autres pays de l'Europe centrale, oui. On a trouvé très facilement des points de contact pour la toute simple raison qu'on les avait déjà avant. On les avait. Naturellement, la façon de garder les relations du temps du régime communiste, ce n'était pas aisé et ce n'était pas facile, mais je dois vous dire qu'aussi bien au sein de l'Internationale socialiste qu'au sein de la Fédération des Partis socialistes européens on avait déjà pas mal de liens, de contacts dans tous ces pays-là. Donc ça, ce n'était pas le problème. Mais le problème, c'était une fois que Moscou s'était retiré, comment faire fonctionner des nouveaux instruments à créer? C'était vraiment un défi terrible. Alors je ne parle pas encore du grand problème de la structure des armées, dans tous ces pays, problème avec lequel on a été confronté immédiatement à l'OTAN, c'était vraiment un défi terrible en tout cas.

[**Étienne Deschamps**] Dans cette nécessité de trouver une nouvelle organisation du continent, vous venez de dire que selon vous, on a de façon un peu scandaleuse mal préparé ou pas préparé l'adaptation des structures communautaires. Pourquoi a-t-on, selon vous, négligé cet aspect capital de la question?

[**Willy Claes**] Je ne crois pas qu'on ait expressément négligé, mais c'est par manque de consensus à l'intérieur de la Communauté européenne qu'on n'est pas parvenu à moderniser, à adapter les institutions. Il y a, soyons francs, quelques États membres qui ne sont pas en faveur d'un approfondissement, qui considèrent l'élargissement plutôt comme une arme rêvée de dilution de l'Union européenne. Et, en outre, j'ai vu Londres, c'est clair que les Britanniques ne veulent pas d'une intégration repoussée pour eux: «Le marché interne, très intéressant, mais pour le reste et surtout du point de vue politique étrangère et de sécurité, qu'on nous fasse la paix. Nous, représentants du grand empire colonial dans le temps, nous sommes capables de mener notre propre barque.» Je crois que les Britanniques se trompent fondamentalement, que dans ce monde globalisé, on n'entendra pas la voix des Britanniques, comme on n'entendra pas la voix des Français, et même pas des Allemands. Il faut uniquement une Europe représentative, parlant et agissant d'une voix, qui sera à même d'apporter une partie des solutions aux grands défis qui se posent, à côté des États-Unis, de la Chine, des Indes et des autres. Mais croire qu'individuellement on va parvenir à se faire entendre et avoir son mot à dire dans le sort des générations futures, de ce point de vue-là, je confirme malgré Jean-Luc Dehaene mon pessimisme.

7. Le Parti socialiste européen

[**Étienne Deschamps**] Alors, Monsieur Claes, si l'on sort un petit peu de la politique nationale belge et du cadre également de la présidence en tant que telle – la présidence du Conseil en 1993 –, je voudrais qu'on parle maintenant du rôle des partis politiques européens. C'est une question que vous connaissez bien, que vous avez suivie de très près puisqu'en novembre 1992, vous participez avec notamment Karel Van Miert au congrès de La Haye à l'issue duquel on crée le Parti socialiste européen, le PSE dont vous devenez par ailleurs le premier président. Quels étaient à l'époque, au début des années 1990, les difficultés auxquelles étaient confrontés les partis socialistes dans chacun des pays membres de la Communauté?

[**Willy Claes**] Disons qu'avant le congrès de La Haye, il existait déjà une institution pas fort structurée – mais c'est autre chose – mais enfin qui s'appelait la fédération des partis socialistes d'Europe, qui a été présidée un certain temps par l'ancien Premier ministre néerlandais Joop den Uyl et par après par un Belge, Guy Spitaels. Moi, j'ai surtout coopéré dans la commission Problèmes économiques. Entre nous soit dit, une des seules commissions qui parvenaient à se mettre d'accord sur un texte de programme électoral, car dans d'autres commissions, il y avait tellement de divergences, ce qui démontre bien à cette époque-là que les partis – en tout cas socialistes – se basaient surtout sur des questions internes, des situations internes, des politiques internes et ils étaient donc fort peu enclins à faire des compromis et à faire dégager un point commun. C'était le cas des Britanniques, du

Labour, des Scandinaves qui faisaient aussi partie de cette fédération. Et alors, il y avait surtout la confrontation permanente entre, si je puis dire, les nordistes et les sudistes qui avaient tout de même des approches fort différentes. Il faut bien se dire que les démocrates-chrétiens étaient plus avancés. Ils avaient déjà créé le Parti européen. C'était aussi le cas des libéraux, ce qui m'a fait dire et Karel Van Miert aussi: «Écoutez, ça ne peut pas continuer comme ça, l'Europe avance tout de même à pas de géant mais tout de même ils avancent.» Il faut que cette grande communauté socialiste en Europe prenne des positions responsables, il faut s'organiser en partis, surtout parce qu'à cette époque-là – je crois surtout à l'initiative des démocrates-chrétiens –, on parlait déjà d'un système de financement de ces institutions. Et c'est ainsi qu'on est donc arrivé à La Haye où le parti a été constitué, disons, surtout sur base de la structure du groupe parlementaire. C'est vrai, j'ai été élu premier président et mon premier but, c'était de donner un visage à ce parti en essayant en même temps d'obliger les leaders à prendre des positions communes. De là, mon initiative de créer des présommes, avant que le sommet européen ne s'organise. Il faut mettre les leaders socialistes ensemble. Grand problème, ceux qui avaient des responsabilités gouvernementales n'aimaient pas beaucoup se réunir avec ceux qui se trouvaient dans l'opposition. Parce qu'en effet, les prises de position ont été souvent différentes, ce que je n'ai pas accepté. Les réalités européennes étaient là et il fallait donc la confrontation entre des points de vue différents. Je suis tout de même parvenu après certaines hésitations dans le chef de plusieurs partis à obtenir la présence des vrais chefs, des Premiers ministres, des chefs de partis, etc., des présidents de partis... Et donc je crois qu'au début en tout cas, on est tout de même parvenu à mettre la base d'un parti qui fonctionnait, mais je le répète, surtout en tenant compte des infrastructures qui existaient dans le groupe parlementaire. Et c'est ainsi que le secrétariat fonctionnait, surtout dans le groupe parlementaire. Je n'ai pas été longtemps à la présidence, comme je suis parti pour l'OTAN. Mais bon, cela était un début, quoique je n'hésite pas à dire que le mouvement socialiste en Europe a raté en quelque sorte le rendez-vous avec cette Europe, parce qu'il y a eu des moments où la grosse majorité des États membres était gouvernée par des socialistes ou par des coalitions à participation socialiste. C'est à cette époque-là qu'on aurait dû prendre des mesures ensemble, surtout dans le but d'approfondir la structure. On a raté le coche, il faut en faire l'aveu. Et il faut bien se dire que la position des socialistes est tout à fait minoritaire aujourd'hui. Ce n'est pas à eux de faire maintenant avancer les choses. Ce sont des autres qui portent surtout la responsabilité et qui ont des moyens, parce qu'ils sont au gouvernement dans les États membres. On peut le regretter et je le regrette, mais enfin moi j'ai fait de mon mieux avant La Haye, en travaillant beaucoup dans cette commission Problèmes économiques et par après comme premier président.

[**Étienne Deschamps**] Vous avez cité les démocrates-chrétiens, le Parti populaire européen dans la reconnaissance dans les traités de l'existence des partis transnationaux, des fédérations de partis et en mettant effectivement en place un système de financement; donc statut juridique, financement public. Qu'est-ce que ça a changé pour le fonctionnement des partis européens que d'avoir désormais des financements publics et une reconnaissance dans les traités?

[**Willy Claes**] Je crois que cela a été tout de même un élément moteur dans l'évolution de l'importance de l'institution parlementaire à proprement parler. Car on ne peut pas oublier que ces partis politiques, en recevant des financements tout de même considérables, ont pu développer des services d'études et qui ont fourni tout de même des arguments considérables à ceux qui devaient négocier les traités et les appliquer. Et il faut bien se dire que maintenant, après avoir vu la ratification du traité de Lisbonne, le

Parlement c'est un élément avec lequel on doit tenir compte. Il y a eu un temps où ce Parlement avait un rôle, disons, consultatif. J'exagère un peu mais aujourd'hui la procédure de codécision qui est élargie maintenant pour toute une série de compétences et de matières, même les grands messieurs du Conseil doivent tenir compte maintenant de ce que ce Parlement prend comme position. Et je crois que le rôle des partis politiques se base aussi sur leurs structures qui ont été créées grâce à ce financement, qui y sont pour quelque chose.

[**Étienne Deschamps**] Les sommets ou les présommets, comme vous dites, qui ont eu lieu entre les dirigeants socialistes au niveau européen – la même chose se passe au sein du PPE, au sein du Parti libéral européen et je suppose aussi chez les verts – est-ce que de votre expérience, ça peut jouer un rôle, ça a joué un rôle sur les décisions qui sont prises ensuite au niveau communautaire au-delà de l'aspect relations de personnes et relations humaines de gens qui se rencontrent et se connaissent mieux, mais en termes décisionnels?

[**Willy Claes**] Je crois que oui. Je crois que oui, parce que lors des présommets, j'ai vu à plusieurs reprises que des Premiers ministres qui étaient arrivés avec une idée bien précise sur les différents points de l'ordre du jour du sommet ont adapté leur position en écoutant leurs collègues d'autres pays, en disant: «Il faut tout de même tenir compte de cet élément-là, de cet argument-là. Essayons d'arriver déjà ensemble à des positions communes, avant de nous présenter au sommet.» Donc, sans vouloir généraliser naturellement, mais je crois que ces présommets ont tout de même renforcé en quelque sorte la cohérence dans les partis, et en quelque sorte aussi ont facilité de même la prise de décision par après aux sommets. Oui, je crois.

[**Étienne Deschamps**] Vous n'ignorez pas qu'au sein de l'opinion publique ou en tout cas des milieux qui suivent de très près les questions européennes, les questions communautaires, une critique assez récurrente vise à montrer du doigt en fait le rôle que le Parti socialiste européen et le Parti populaire européen ont au sein du Parlement. Et qu'en fait, *de facto*, l'importance numérique fait qu'ils se partagent le pouvoir et tous les postes importants. Est-ce que c'est une critique que vous pouvez comprendre?

[**Willy Claes**] Oui, je peux parfaitement comprendre cette critique. Mais soyons réalistes, c'est une question de rapport de force. Si vous ajoutez le nombre de sièges de ces deux partis, ça fait tout de même une part considérable de ce Parlement. Je comprends la critique parce qu'on fait des accords sans tenir compte parfois de l'intérêt du Parlement lui-même. Il faut un président du Parlement..., bon, on négocie d'abord dans les groupes les candidatures, donc là déjà, c'est le rapport de force qui joue. Et il faut bien se dire que ce n'est pas toujours le candidat le plus capable, le plus représentatif qui sort. En plus, en parlant de continuité de l'institution, changer en moitié de route de présidence, ce n'est pas fort simple, il faut bien se le dire. C'est une conséquence, je le répète, des rapports de force que l'électeur, à vrai dire, lui-même, décide en quelque sorte.

8. L'Europe de la défense et l'OTAN

[**Étienne Deschamps**] Vous avez bien sûr été confronté directement à la pratique de la PESC, la politique étrangère et de sécurité commune. Est-ce que vous partagez l'avis de ceux qui critiquent le caractère déclaratoire de la PESC, à l'époque mais aussi aujourd'hui?

[**Willy Claes**] Oui. Plus que jamais, je partage le point de vue de ceux qui critiquent la façon d'agir aujourd'hui. Soyons francs, je simplifie un peu, même dans le cadre du nouveau traité de Lisbonne, où, en effet, on a créé le haut représentant aux Affaires étrangères, Lady Ashton, qui disposera d'un appareil diplomatique impressionnant. Même dans ce cadre-là, je continue de craindre que l'Europe ne sera pas capable de prendre des positions claires et fermes sur les grands problèmes qui se posent dans le monde globalisé d'aujourd'hui pour la simple raison que même le traité de Lisbonne nous impose de trouver le consensus. Déjà à cette époque-là, à douze, on ne parvenait pas à faire le consensus sur la question yougoslave. À douze. Il ne faut pas me convaincre que ce sera plus facile aujourd'hui à vingt-sept, à vingt-huit, demain à trente, trente-cinq. Si l'on ne parvient pas à parler d'une seule voix à agir comme un homme, ou comme une femme, je crains fort que l'Europe continuera à se montrer impolitique malgré son influence dans le domaine économique, recherche, etc. très importante. Je souhaite beaucoup de succès à Lady Ashton, mais je crains fort que dans les grands dossiers, elle agira comme les carabiniers d'Offenbach, une guerre en retard. C'est ce qu'on a fait en ex-Yougoslavie. Est-ce que j'exagère? Est-ce que je suis trop pessimiste? Ce que Dehaene me reproche même souvent, que je vois les choses trop en noir. Je crois que non. Regardez ce qui s'est passé il y a quelques mois à Copenhague lors de la grande conférence sur les problèmes climatiques, où finalement les présidents américains et chinois ont décidé d'écrire le texte de conclusion en l'absence pourtant d'une grosse délégation européenne. J'espère qu'enfin, les Européens seront prêts à tirer les leçons de cette aventure tout de même dramatique pour l'Europe.

[**Étienne Deschamps**] Pour beaucoup d'observateurs, hier comme aujourd'hui, l'Europe de la défense reste à faire. Est-ce que c'est également votre opinion?

[**Willy Claes**] La réponse est affirmative. Cette communauté de défense n'existe pas en termes réels et réalistes. Et je veux bien admettre que dans une vision fédéraliste de l'Europe, il vous faut aussi cet élément-là. Mais moi, je crois qu'on est très loin du compte. C'est tout d'abord une question de culture. Le citoyen américain est un patriote. Il admet qu'il vote républicain ou démocrate parce que son gouvernement dépense à peu près un milliard et demi de dollars par jour pour la défense – naturellement recherche scientifique intégrée dans tout cela, mais enfin ce n'est pas rien! La plupart des citoyens européens ont des préférences tout à fait différentes. Ils ont des priorités d'ordre socio-économique, même culturel. Et je ne vois pas aujourd'hui le pays qui est prêt à augmenter le budget militaire dans le but, en effet, de réaliser une entité militaire européenne capable de tenir tête à des vrais grands défis d'ordre militaire. Donc oui, cette communauté de défense n'existe pas même si on a créé entre-temps un quartier général. Avec tous mes respects mais on s'approche, je le crains fort, d'une armée mexicaine avec beaucoup de généraux mais sans troupes et sans moyens. Je crois qu'on ferait mieux de renforcer l'aile européenne au sein de l'OTAN. C'est ma thèse.

[**Étienne Deschamps**] Et au lieu de viser une Europe de la défense, est-ce que vous croyez qu'une Europe de l'armement est possible et envisageable?

[**Willy Claes**] Mais écoutez, même si ce n'est pas très sympathique aux yeux de la plupart des citoyens, il y a des producteurs d'armes et d'armement en Europe. Il faut bien se dire qu'en général, ces producteurs se distinguent par concurrence plutôt que par coopération. Ce qui veut dire que souvent – et ça a tout de même des conséquences économiques importantes – ce sont les concurrents américains qui en profitent et qui obtiennent des contrats, pourtant bien importants, tandis que le *know-how* et les moyens de production existent aussi au sein de l'Union européenne. S'il y a un domaine dans le militaire qui entre en ligne de compte pour intégration à court terme, c'est bien ce domaine-là, mais il faut bien se dire que les expériences des décennies passées nous ont aussi apporté pas mal de désillusions. N'empêche que l'intégration par voie de concertation et de coopération s'impose.

[**Étienne Deschamps**] Vous avez pointé les différences de mentalité en quelque sorte et d'états entre les États-Unis et les pays européens. Incontestablement, des raisons budgétaires jouent aussi, mais est-ce que vous pensez que le statut de neutralité de certains membres de l'Union européenne joue aussi un rôle négatif en tant que frein à une éventuelle Europe de la défense?

[**Willy Claes**] Tout à fait, les pays qui, au nom de la neutralité, refusent tous débats sur la question de savoir si l'Europe doit développer aussi une politique de défense avec des moyens propres constituent une difficulté supplémentaire. Ça, on ne peut pas le nier, et c'est la raison pour laquelle, certainement dans ce domaine-là, je crois que le développement de l'Europe à plusieurs vitesses sera inévitable. On a dû l'accepter en matière monétaire, je ne vois pas pourquoi on ne le ferait pas en matière militaire. Mais encore une fois, j'insiste, surtout après les facilités pour les Européens créées par le sommet OTAN de Berlin, j'estime qu'il serait sage de développer un lien structurel entre l'Union européenne d'une part et l'OTAN d'autre part, tout en donnant des possibilités et des marges de manœuvre beaucoup plus larges aux Européens au sein de l'OTAN, ce qui naturellement implique que les Européens soient prêts aussi à prendre une part de responsabilité plus importante.

[**Étienne Deschamps**] Vous faites allusion aux accords de 2003 «Berlin plus». En quoi, selon vous, ces accords ont-ils permis, comment dirais-je, de clarifier les règles du jeu et les rapports entre l'OTAN et l'Union européenne sur des questions de sécurité et de défense?

[**Willy Claes**] Naturellement, «Berlin Plus», il faut bien se dire que, par après, on n'a pas tellement traduit ses conclusions en termes pratiques, soyons francs. Je suppose pour plusieurs raisons, mais si je lis bien les décisions de «Berlin Plus», cela veut dire en termes pratiques que les Européens placés devant un défi à déterminer ont maintenant le droit et la possibilité de décider des actions à mener avec l'aide de l'OTAN, infrastructure, *know-how*, etc. sans pour cela devoir faire appel aux alliés américains. Ils peuvent le faire théoriquement parlant. Ce n'est pas rien, je crois.

[**Étienne Deschamps**] Alors, vous avez parlé de la nécessité, sans doute, en matière d'Europe de la défense, d'envisager une Europe à plusieurs vitesses ou à géométrie variable. Est-ce que dans votre esprit, c'est une concession nécessaire à l'idéal fédéraliste qu'est le vôtre ou est-ce que c'est au contraire une mise en pratique directe d'un fédéralisme sous forme de subsidiarité?

[**Willy Claes**] Euh... Question pas facile à répondre, mais en tout cas – et cela peut paraître un peu naïf –, j'ai perdu l'illusion qu'on fera une Europe fédérale à vingt-sept, demain à trente, à trente-cinq, parce que les objectifs fondamentaux des États membres sont assez différents, pour ne pas dire à certains moments contradictoires. Et donc si l'on veut tout de même avancer dans cet approfondissement de l'Union européenne, je crois qu'il n'y aura pas d'autres solutions que le développement à plusieurs vitesses. Comment je vois les choses? Eh bien, on pourrait, je crois, commencer à former un noyau d'une dizaine de pays, les six qui ont démarré l'aventure avec l'Espagne, le Portugal et peut-être encore à gauche, à droite un État membre qui est prêt à transférer des compétences supplémentaires au niveau supranational. Naturellement, ce groupe devrait rester ouvert à tous nouveaux candidats prêts à rejoindre sous les mêmes conditions, cela va de soi, ce groupe de neuf ou dix. Et je sais bien qu'on peut considérer cela comme étant un pas en arrière. On se distingue à nouveau des autres. Au début, ça ne donnera pas une image très positive dans le monde tout entier, et surtout vis-à-vis d'autres grandes puissances. Mais moi, je crois qu'assez vite un nombre assez important d'États membres font voir aussi les avantages de ce pas structurel mis en avant par neuf ou dix pays. Et donc le groupe va assez vite tout de même s'élargir et ainsi permettre le développement d'une réelle politique économique d'une part intégrée et d'une politique étrangère et de sécurité commune aussi. Je ne vois pas d'autres issues.

[**Étienne Deschamps**] Mais comment alors, malgré tout, continuer à gérer, à coordonner, à partir de Bruxelles, des groupes de coopération renforcée en matière de défense et puis un autre groupe, peut-être avec des États membres, sur des questions économiques, un troisième groupe à nouveau avec des États membres partiellement différents sur des questions monétaires? Ça devient une succession de sous-groupes. Comment garder une ligne directrice?

[**Willy Claes**] J'admets que ce ne sera pas facile du tout. Je ne dis pas que c'est une solution idéale, mais je n'en vois pas d'autres. Le temps passe vite, Pékin, New Dehli, Washington et autres n'attendent pas les Européens. Je ne vois pas d'autres alternatives. Au contraire, j'ai le sentiment que certains veulent utiliser l'élargissement à venir, parce qu'il y a encore une partie des pays des Balkans – mais je parle surtout de la Turquie et je n'insiste pas sur le *near abroad* russe, l'Ukraine, la Géorgie et autres – qui veulent utiliser plutôt ces élargissements-là comme moyens de dilution. Pas seulement retarder, mais affaiblir les possibilités d'approfondissement et pour formuler une réplique pratique, efficace et valable à ce défi-là. Je vois seulement ce mouvement à différentes vitesses.

[**Étienne Deschamps**] Est-ce qu'en tant qu'ancien secrétaire de l'OTAN, dont la Turquie est un état fondateur, vous jetez aujourd'hui un regard différent sur la perspective d'une participation de la Turquie à l'Union européenne?

[**Willy Claes**] J'avoue que je vois le problème maintenant autrement. En effet, l'importance, la valeur géostratégique de la Turquie est énorme, en tenant compte aussi des relations tout de même tendues avec une partie importante du monde de l'Islam. Donc de ce point de vue-là, je comprends aujourd'hui mieux les arguments qui sont surtout développés à Washington pour défendre l'élargissement vers la Turquie. Mais d'autre part, il faut bien se dire au moment où l'on se parle que ce pays qui compte entre 70 et 80 millions d'habitants n'est pas prêt à plusieurs points de vue; et en plus, il faut se rendre compte que l'opposition à l'intérieur de l'Union est importante. Opposition politique déjà: il suffit d'écouter les discours du président français, du chancelier allemand, etc. En plus, j'ajoute et surtout à Londres on ne tient pas suffisamment compte de cela, il faut écouter un peu plus ce que l'homme de la rue dit. Or, tout élargissement évoqué maintenant devant le citoyen européen est contrarié par des questions à ne pas négliger. Quid de notre sécurité, quid de la migration? Est-ce que ces gens ne vont pas prendre nos emplois, etc., etc.? Il faut bien se dire que même si demain on pouvait signer un accord avec la Turquie, il n'est pas démagogique de prétendre que dans plusieurs pays, la ratification de ce traité serait refusée, serait rejetée, et par voix du référendum ou même par vote parlementaire. Donc il faut bien se dire que démocratiquement parlant, l'Europe n'est pas prête à ces élargissements-là.

[**Étienne Deschamps**] Et ça, selon vous, cette réaction, elle serait alimentée par le fait qu'il s'agisse spécifiquement de la Turquie ou par le fait que les derniers élargissements ont été un peu présentés de façon non négociable aux opinions publiques des pays déjà membres de l'Union européenne?

[**Willy Claes**] Je crois que les deux éléments jouent. Il est incontestable que certains élargissements que nous avons connus ces derniers temps [...], je vous rappelle d'abord qu'on n'a pas hésité à mettre un paquet de dix pays d'un coup, tout en sachant que certains n'étaient pas prêts; je n'insiste pas sur l'élargissement qui a suivi la Bulgarie et la Roumanie. Je vous conseille d'aller écouter un peu les Anversoises quand ils parlent par exemple de la présence des Albanais dans leur ville. Or, l'Albanie est un des candidats, etc. C'est sans doute un élément important. Le deuxième – je n'aime pas du tout les réactions des hommes dans la rue de cette façon-là – mais il faut bien se dire que l'élément culturel, l'élément religieux jouent aussi un rôle. C'est un autre élément qui explique l'attitude négative d'un certain nombre de gens au sein de l'Union européenne. Je suis vraiment inquiet du fait que le phénomène de migration, de moins en moins contrôlé, soyons francs, que ce phénomène est en train d'affaiblir nos régimes démocratiques. Il suffit de voir les résultats des élections parlementaires et autres. Le dernier vote dans la ville de Vienne, après les résultats des élections en Suède, sont tout de même des indications bien précises qu'on doit prendre très au sérieux. Et là aussi, on devrait tout de même en tirer la conclusion. Avec les élargissements, attention, attention il y a des politiques au sein de l'Union à développer avant de s'aventurer dans d'autres élargissements.

[**Étienne Deschamps**] Vous citez le président de la République française, Nicolas Sarkozy qui, précisément au printemps 2009, a annoncé 43 ans après la décision unilatérale du général de Gaulle que la France allait réintégrer le commandement militaire intégré de l'OTAN. Comment avez-vous réagi à cette décision d'une part et d'autre part, quelles sont ou quelles vont être les conséquences pratiques de cette attitude?

[**Willy Claes**] Tout d'abord, je n'ai pas été surpris par cette décision. Parce qu'à vrai dire, la décision du président Sarkozy ne faisait en quelque sorte qu'affirmer une situation qui avait été en pratique recréée sous le président Chirac. Chirac qui l'avait déjà prudemment, pas à pas, réintégré. Naturellement, ce n'était pas officiellement confirmé. Il fallait encore à gauche et à droite prendre des décisions, mais je crois tout de même que le président Sarkozy en quelque sorte n'a fait que confirmer un mouvement de réintégration qui avait été démarré surtout sous le président Chirac.

[**Étienne Deschamps**] Et que vous expliquez comment? Pourquoi ce retour?

[**Willy Claes**] Je crois que ça s'explique de différentes façons. Tout d'abord, je crois que les Français avaient tout de même appris que sans l'OTAN, les grandes actions n'étaient pas possibles et qu'il était donc plutôt sage et dans l'avantage même de Paris de regarder de tout près ce qui se passait dans le commandement militaire. C'est un. Deux, en réintégrant, ils ont naturellement essayé d'obtenir aussi quelques avantages: postes de commandement, etc. Les ambitions étaient un peu trop hautes, croire qu'on allait obtenir le contrôle de la sixième flotte américaine en Méditerranée, c'était un peu trop, je crois. Mais ils ont obtenu tout de même gain de cause sur plusieurs points de vue. Et naturellement, tout ça facilite le fonctionnement de l'OTAN, c'est clair.

[**Étienne Deschamps**] J'aimerais recueillir votre opinion sur la décision prise – annoncée en tout cas en mars 2010 – de l'UEO de mettre fin définitivement à ses activités en juin 2011, dans quelques mois. Rétrospectivement, quel regard portez-vous sur l'action jouée par l'Union de l'Europe occidentale dans le cadre du développement et de la mise en place d'une architecture, quelle qu'elle soit, européenne de défense?

[**Willy Claes**] Je crois que le rôle joué par l'UEO sur le plan politique est à ne pas sous-estimer. C'est un rôle important, qui a tout de même servi de base pour le développement d'une certaine notion de politique de défense européenne. Du point de vue militaire, avec tout le respect que je dois à tous ceux qui se sont engagés pendant des décennies en faveur de l'UEO, mais au point de vue militaire, il faut bien se dire qu'on a été confronté, avec les manquements que j'ai déjà indiqués, à une certaine impuissance militaire dans le chef de la plupart de nos armées en Europe.

9. L'OTAN, l'Union européenne et le conflit en ex-Yougoslavie

[**Étienne Deschamps**] Vous avez évoqué tout à l'heure la crise en ex-Yougoslavie et les conséquences directes pour l'Union européenne. Bien évidemment, l'Union européenne n'était pas la seule institution, organisation confrontée à cette crise majeure. En tant que secrétaire de l'OTAN, comment avez-vous cherché, comment dirais-je, à coordonner l'action de l'OTAN avec les Nations unies, alors présidées par Boutros Boutros-Ghali?

[**Willy Claes**] Ce n'était pas une tâche facile parce que Boutros-Ghali faisait chaque fois le lien avec son continent africain, en disant: «Ce que vous êtes en train de faire en Yougoslavie, c'est la guerre des riches. Vous parvenez à trouver beaucoup de milliards pour financer des actions, tandis que pour l'Afrique, il n'y a que des miettes.» En plus, Boutros naturellement était confronté à un conseil de sécurité qui était drôlement divisé sur la question, à savoir si l'on pouvait faire plus que l'envoi de casques bleus avec des mandats ridiculement limités. De ce point de vue-là, j'avais donc les pires difficultés à convaincre Boutros-Ghali qu'il fallait mettre fin au scandale permanent que les gens voyaient de jour en jour sur leurs écrans de télévision, les gens à Sarajevo, qui devaient courir pour trouver un peu d'eau, les enfants qui ne pouvaient plus jouer dans les rues, qui ne pouvaient plus aller à l'école, etc. Pour ne pas parler des luttes cruelles entre les Serbes, les Bosniaques, etc. Si l'on est tout de même parvenu à renforcer les mandats, c'est surtout parce que les Américains, à un certain moment, c'est-à-dire au moment où ils s'étaient décidés à intervenir au sein de l'OTAN, ont mis tout le paquet. Avant, c'était difficile aussi pour Boutros-Ghali parce que le conseil de sécurité ne marchait pas dans un renforcement du mandat.

[**Étienne Deschamps**] Et les États-Unis ne sont pas intervenus tout de suite non plus parce que l'opinion publique américaine n'y était pas favorable. En tant que secrétaire général à nouveau de l'OTAN, comment avez-vous cherché et réussi à convaincre finalement l'administration démocrate mais aussi l'opposition républicaine à effectivement engager le pays pour rétablir la paix en ex-Yougoslavie?

[**Willy Claes**] Ça, c'était la partie la plus difficile à jouer. J'étais arrivé très vite à la conclusion – et pour cela, il ne fallait pas être un spécialiste – que les Européens, tout seuls, n'étaient pas à même d'entreprendre des grandes actions militaires en ex-Yougoslavie. Il fallait donc l'OTAN, et surtout avec les Américains. Lorsque j'en parlais au président Clinton, il me disait chaque fois: «Écoutez, moi je suis prêt à le faire. Je suis prêt même à courir un grand risque, car d'ici quinze mois, il y a des élections présidentielles et si entre-temps, on retourne des militaires entre huit planches, je risque de perdre la bataille.» Parce que, disait-il: «Mon adversaire probable qui est maintenant chef de la fraction sénatoriale des Républicains, s'oppose carrément.» Donc, disait-il: «Il ne faut plus venir me voir. Je t'aime bien mais *go to the Hill and convince the Republicans*.» Ce que j'ai fait. À plusieurs reprises, j'ai été au Parlement américain, surtout au Sénat, pour parler avec les Républicains, et surtout avec monsieur Dole, candidat à la présidence. J'expliquais la situation et Dole m'a attaqué d'une façon très brutale. Il m'a dit à un certain moment: «Ce que vous dites ici à mes sénateurs ne correspond pas à la vérité. En d'autres mots, vous êtes un menteur.» J'ai dit: «Bon, si c'est comme ça, je vous invite à venir parler des responsables de l'OTAN à Bruxelles. Venez. Je mets les institutions au Conseil, etc. à votre disposition.» Il est venu. Je n'oublierais jamais, un matin, il y a eu la confrontation avec tous les ambassadeurs. Tous les ambassadeurs lui ont dit que la situation était devenue intenable et qu'il fallait une intervention militaire de l'OTAN. Dole avait une tout autre conception, en disant: «Il faut liquider cet embargo qui a été décidé par le Conseil de sécurité. Qu'on donne les armes et qu'on les laisse se battre, et le plus fort va gagner.» C'était assez primitif, mais c'était ça son raisonnement. Donc, il est venu à Bruxelles, on a fait le tour des ambassadeurs, et il espérait au moins que quand il était arrivé à la fin, l'ambassadeur de la Turquie aille dire qu'il fallait tenir compte de son argumentation. Or, c'était ne pas connaître la situation parce que surtout les Turcs, appartenant aussi à la grande famille islamique, estimaient qu'il fallait intervenir. Mais donc, il était confronté à une unanimité de vue de

tous les ambassadeurs. Il était fou furieux. Il nous a quittés en disant: «Moi, j'avais l'impression d'avoir des amis en Europe, je constate qu'il n'y en a pas. J'en tire toutes mes conclusions.» Et il a quitté. Il est parti pour Londres, mais enfin bon, par l'intermédiaire d'ambassadeurs, je suis tout de même parvenu à le calmer, et est-ce parce qu'il a constaté cette unanimité, je ne sais pas. Prudemment, il a tout de même changé alors son fusil d'épaule, et c'est cela entre autres, en tout cas, qui a permis à Clinton, à un certain moment, de pousser sur le bouton vert en me disant: «Pour nous, ça va.» Ce n'était pas la fin de toute la misère dans le processus de décision, mais enfin, c'était tout de même le pas le plus important à faire, obtenir un accord de la part des Américains.

[**Étienne Deschamps**] Parce que dans cette affaire, vous avez quand même pris beaucoup de risques, puisque vous avez même privilégié l'option d'intervenir sur le terrain sans réelle approbation du Conseil.

[**Willy Claes**] C'est vrai.

[**Étienne Deschamps**] Pourquoi avez-vous pris cette décision?

[**Willy Claes**] Écoutez, il y avait aussi la pression de l'opinion publique, qui n'admettait plus qu'on laisse perdurer le scandale permanent là-bas, avec toutes les cruautés et tout ce que vous voulez. On jouait aussi la crédibilité de l'OTAN, comme telle, qui restait là, en regardant tout ce qui se passait. Entre-temps, on avait connu aussi le scandale de Srebrenica. Or, comme à l'Union européenne, il faut aussi le consensus, l'unanimité à l'OTAN, et je constatais que chaque pays, parfois son ambassadeur, voulait s'occuper de chaque détail du plan d'intervention militaire, malgré que la commission militaire avait déjà donné les avis que le *Supreme Allied Commander*, le vrai chef militaire avait présenté tout son plan, etc. Ça n'avancait pas. Alors, à un certain moment, j'ai estimé qu'il fallait y aller et j'ai donc en effet pris un risque personnel assez important, en disant: «On y va!» J'ai pris le téléphone et j'ai informé individuellement tous les ambassadeurs. Surprise dans certaines capitales. Mais enfin, ça l'a fait.

[**Étienne Deschamps**] Dans la foulée de toutes ces décisions et de toutes ces discussions, est-ce que vous vous souvenez des différences d'approche et des différences d'appréciation entre les Occidentaux au sujet de la reconnaissance des nouveaux pays issus de l'ex-Yougoslavie?

[**Willy Claes**] Oui, il y a eu des différences, ça va de soi, parce que si au sein des Douze, on n'était pas parvenu à se mettre d'accord, c'était parce qu'il y avait des sensibilités tout à fait différentes. Naturellement, cela a changé au fur et à mesure que le drame aussi militaire a évolué. Mais au début, par exemple, il est clair que les Allemands prenaient tout à fait position en faveur des Croates, tandis que les Français, pour des raisons historiques, étaient beaucoup plus près de Milošević et des Serbes, et on a senti longtemps, même le long du processus, ces affinités différentes, qui se sont fait sentir aussi lorsqu'il s'agissait de reconnaître par après ces différents nouveaux États. Il est vrai qu'il y a donc eu des divergences de vue, c'est clair.

10. L'OTAN et l'ouverture à l'Est

[**Étienne Deschamps**] En janvier 1994, les dirigeants de l'OTAN ont adopté à Bruxelles le principe d'un partenariat pour la paix.

[**Willy Claes**] Ouais.

[**Étienne Deschamps**] Qu'il y ait les membres, les anciens membres de l'alliance et les pays d'Europe centrale, balkaniques et même de l'ancienne URSS, quel était l'objectif précis de ce programme et dans votre souvenir, quelles étaient les difficultés liées à sa mise en œuvre pratique?

[**Willy Claes**] Bien, il faut voir là-dedans naturellement un parallélisme incontestable avec la décision de l'Union européenne, Copenhague, l'élargissement. C'est dans la même ligne, il fallait à tout prix encourager et par après consolider ces jeunes démocraties et ces régimes économiques tout à fait nouveaux. Une hypothèque à ne pas sous-estimer qui pesait sur ce processus de démocratisation, c'était l'existence des mentalités, disons, encore bureaucratiques et communistes dans les armées, parce que ces généraux dans tous ces pays avaient appris à ne pas tenir compte des décisions de leur gouvernement, mais bien de leur parti. En d'autres mots, ces armées constituaient en quelque sorte un frein sérieux, pour ne pas dire plus, sur ce processus de démocratisation. Il fallait donc faire bouger les choses aussi du côté militaire. Et de là, le *partnership for peace* qui, à vrai dire, avait surtout comme but de mettre des jeunes militaires, des jeunes généraux, des jeunes officiers à la tête, après avoir reçu une rééducation. Tout d'abord, leur apprendre à parler l'anglais, parce qu'on ne se comprenait même pas; en plus, leur donner des leçons en matière de démocratisation: «Votre vrai chef, c'est le gouvernement, c'est le Parlement. Les partis ça, c'est autre chose.» Naturellement, on avait aussi des problèmes d'harmonisation des armes, etc. Mais c'est secondaire. Les motifs étaient avant tout politiques. Il fallait faire des pas d'abord vers la démocratisation, et puis c'est vrai, vers l'élargissement. Comme l'Union européenne faisait du point de vue politique et économique, il fallait le faire aussi du point de vue militaire. Et c'est ça la raison pour laquelle le *partnership for peace* devait être considéré comme étant le premier pas vers cet élargissement. Naturellement, on ne pouvait pas le faire d'une façon trop stricte. C'est la raison pour laquelle pas mal d'autres pays qui étaient nés de la dislocation de l'Union Soviétique ont aussi été invités à participer à ce *partnership for peace*. Là, on savait bien qu'il ne fallait pas se faire d'illusions en ce qui concerne le vrai élargissement de l'OTAN.

[**Étienne Deschamps**] Toujours dans la foulée de ce *partnership for peace*, quelques mois plus tard en septembre 1995, l'OTAN fait paraître une étude sur son élargissement et pose les principes de l'attitude d'ouverture de l'alliance à l'égard des pays membres – enfin, associés à ce partenariat pour la paix. Aujourd'hui, avec le recul de quinze ans, quel regard portez-vous sur les conséquences géopolitiques de l'élargissement à l'Est de l'OTAN qui compte aujourd'hui, je crois, vingt-huit membres?

[**Willy Claes**] Je crois qu'en tout cas, on peut dire qu'on est parvenu, sauf peut-être une petite partie de l'ex-Yougoslavie – je pense au Kosovo et consorts – à stabiliser la situation. L'Europe vit en paix. Le processus de démocratisation, on ne peut pas nier qu'il a eu un certain succès. Reste naturellement tout le problème des relations de l'OTAN, d'une part et de la Russie, d'autre part. Ce n'est pas définitivement réglé. Certes, on a fait, je crois, des pas très importants vis-à-vis de Moscou. On les a invités à devenir un partenaire de l'OTAN. C'est tellement vrai qu'on a formé un Conseil plus, ce qui veut dire que pour chaque décision qu'on prépare au sein du Conseil de l'OTAN, on réalise d'abord un Conseil plus, où donc la Russie est présente et où la Russie est invitée à donner son avis. Certes, on a toujours refusé un droit de veto – ça va de soi – à la Russie, mais pour toute décision importante d'ordre stratégique, la Russie est invitée à donner son avis. D'ailleurs, la Russie a son ambassadeur auprès de l'OTAN, etc. Voilà une première question. Les relations du point de vue sécuritaire ne sont pas définitivement réglées entre l'alliance d'une part et la Russie d'autre part. En plus, on ne peut pas nier qu'il y a contradiction entre d'une part la souveraineté des nouveaux États nés comme Ukraine, Géorgie et autres et la conception sécuritaire de Moscou, qui estime qu'elle a droit à une zone d'influence autour de ses frontières auxquelles l'OTAN et même l'Union européenne en quelques mots ne peuvent pas toucher. En quelques mots: «N'intégrez pas l'Ukraine ou ça va barder, etc., etc.» Il y a comme ça une série de pays où la Russie veut continuer à contrôler toutes décisions importantes, non seulement du point de vue militaire, mais aussi du point de vue énergétique d'ailleurs. Quand je pense à l'Ukraine où l'on a fermé à plusieurs reprises le robinet, c'est tout de même une indication importante et en Géorgie, une intervention militaire, etc. J'apprends maintenant que le président français et le chancelier allemand ont pris l'initiative de négocier un nouveau pacte sécuritaire. Pour autant que je sache, ça n'a pas été discuté en détail dans l'Union européenne. Pour autant que je sache, l'OTAN n'a pas été consultée. Encore une fois, manque d'unité de vue, manque d'unité d'action, je ne crois pas que ce soit fort sage tout ça. Par cela, je ne veux pas dire que je ne plaide pas le règlement définitif des relations sécuritaires entre Moscou et Bruxelles. Il faut le faire dans le but de consolider la paix et comme on parle maintenant de systèmes anti-missiles, etc., pourquoi pas essayer d'obtenir la coopération des Russes? Si tout ça peut se régler dans un cadre plus global, je suis preneur. Mais il faut tout de même se rendre compte qu'avant de se mettre autour de la table avec Poutine et son collègue Medvedev, il faudrait à nouveau avoir la garantie de parler d'une voix, pour ne pas prêter l'occasion – et là ce sont tout de même des petits champions tactiques – de nous diviser à nouveau.

11. Bilan

[**Étienne Deschamps**] Vous avez exercé – on l'a vu – les plus hautes fonctions au sein du Conseil européen, les plus hautes fonctions au sein de l'OTAN. Rétrospectivement, quel regard portez-vous sur le mode de fonctionnement de ces deux organisations et sur leurs capacités respectives à créer ou à dégager des compromis politiques et donc à faire des choix clairs?

[**Étienne Deschamps**] Écoutez, sans entrer dans les détails, si l'on fait le bilan de ce que ces deux organisations ont pu obtenir, ont pu réaliser, disons, en quelques cinq ou six décennies, ce n'est pas rien. Le résultat est plus que respectable. Donc, si je dois faire un bilan, il y a un boni qui est

important. N'empêche que du côté passif, je dois continuer à inscrire un manque de pouvoir décisionnel par cette fameuse règle du consensus. Inutile de répéter tout ce que j'ai dit, mais aussi bien du côté de l'Union européenne que du côté de l'OTAN, on perd souvent beaucoup de temps. Et on est obligé de faire parfois des compromis artificiels qui coûtent cher parce qu'il est utile de trouver le compromis, parce qu'il est nécessaire de trouver le compromis. Là, je crois vraiment que dans un avenir proche, il faudra trouver le moyen de remplacer cette règle d'unanimité par une règle peut-être encore compliquée, mais d'une majorité spéciale. Deux tiers des voix, même trois quarts des voix, mais continuer avec un système de consensus. Comme je l'ai déjà dit – je le répète encore une fois – si on garde cette règle de consensus, souvent on arrive comme les carabiniers d'Offenbach, une guerre en retard.

[Étienne Deschamps] Depuis plus de quarante ans, vous êtes directement concerné, directement impliqué dans les questions internationales, dans les questions européennes. Quel bilan tirez-vous – vous y avez déjà partiellement répondu – mais quel bilan tirez-vous de l'évolution de l'Union européenne d'une part, de la place de l'Europe dans le monde secondement, et troisièmement de la place de la Belgique dans tout cela ou de la capacité qu'a la Belgique de faire valoir ses droits, sa légitimité et sa position singulière?

[Willy Claes] Le bilan de l'Union européenne, quand je regarde de tout près le parcours qui a été fait, est sans doute très positif. Aussi pour l'homme dans la rue. Il prend sa voiture, il va à Paris, à Barcelone, il n'a pas besoin d'un passeport. Rien du tout. Pour la zone de l'euro, plus de problème de monnaie, plus de risques de change, etc. Et je peux continuer encore tout un temps. L'Europe, c'est une grande puissance économique, c'est une grande puissance technologique, même si je plaide là un effort supplémentaire dans le domaine de la recherche, parce qu'on est en train de prendre du retard quand je compare avec les efforts que maintenant même Pékin est en train de faire, mais aussi les Américains, le Japon, etc. Enfin, du point de vue technologique, l'Europe ça représente quelque chose. Notre système d'enseignement du primaire jusqu'à l'université, c'est un très bon système. Ce que nous faisons vis-à-vis des pays du Tiers monde, c'est plus que respectable. Personne n'a des leçons à donner. L'aide humanitaire, là aussi nous sommes parmi les premiers. Et on peut continuer encore à faire, à présenter un bilan très positif. Reste un grand point. Nous ne parlons pas à une voix dans les grands débats politiques. Et donc là, nous sommes un nain. Ne rappelons pas la petite tragédie à Copenhague, mais prenons un autre exemple. Tout le problème des relations entre les Israéliens et les Palestiniens. C'est nous qui mettons le portefeuille sur table. Depuis des années. Or, ce sont les Américains qui négocient. Ce n'est pas normal, ce n'est pas défendable. C'est à l'Europe de prendre ses responsabilités, mais ça nécessite une certaine unité de vue. Et ça nécessite en effet un certain transfert des compétences vers un niveau supranational. En un mot, une autre formule que la formule fédérale n'est pas possible, je crois. C'est ça ma conclusion en ce qui concerne l'Union européenne. Elle doit continuer à suivre la voie de l'intégration, c'est clair. Aussi bien dans la direction économique que politique internationale. En ce qui concerne la Belgique, je crois que la Belgique a tout à gagner de cette intégration européenne. Parce que le pays est trop petit pour encore forcer des solutions dans les grands dossiers, qui sont de caractère international. Monde globalisé. Ceux qui prétendent que ce monde globalisé constitue l'argument pour diviser le pays et pour dire que c'est aux régions maintenant de remplacer le pays fédéral, ça me semble être fort artificiel. Argument très cherché et qui ne vaut pas. Je sais bien, il y a une Europe des régions. Nous avons même créé des institutions,

mais nous savons par expérience que les autres États membres – et on le voit dans les travaux des conseils – n'ont pas envie de mettre le paquet sur les régions. Au contraire, de ce point de vue-là, on voit plutôt un effet recentralisateur. Alors, vraiment croire qu'en divisant le pays, à deux, à trois..., non. Si la Belgique joue un rôle encore respectable dans l'Union européenne, c'est parce que naturellement comme pays fondateur, qui est resté toujours fidèle à sa doctrine vraiment d'intégration, il peut encore jouer un rôle et a encore de l'écoute. Des pays comme le Danemark, avec six millions d'habitants, comme la Flandre, c'est beaucoup moins. Ça, je peux confirmer, vu les expériences que j'ai faites. Et ceux qui croient que demain donc, la Flandre de quelque six millions pourrait remplacer la Belgique, obtenir la même écoute, le même respect, se trompent tout à fait. Je dis donc que l'Europe continue sa voie d'intégration, d'approfondissement, mais avec la Belgique comme État membre.

[**Étienne Deschamps**] Monsieur Claes, j'aimerais que nous puissions terminer cet entretien sur une note personnelle et sur quelques portraits de quelques personnalités que vous avez rencontrées, qui vous ont particulièrement marqué parce qu'effectivement, pendant quarante ans, vous avez eu l'opportunité, la possibilité de rencontrer de nombreuses personnalités politiques étrangères, européennes ou non. Si vous deviez aujourd'hui sortir quelques noms parmi ce souvenir, quelles seraient ces personnes et pourquoi ont-elles laissé chez vous un souvenir si particulier?

[**Willy Claes**] Alors, le numéro un dans ce classement, sans la moindre hésitation, c'est Willy Brandt. Ancien chancelier qui, dans le rapprochement entre l'Est et l'Ouest – consolidation de la paix, l'entente entre les peuples –, a fait des pas très importants. C'est lui, à vrai dire, qui a été le précurseur de la refonte des deux Allemagne. Mais, en plus, la façon dont il a agi pour calmer les Russes... De ce point de vue-là, Willy Brandt, c'est vraiment une figure historique. En plus, je l'ai connu personnellement assez bien, surtout dans sa période de président de l'Internationale socialiste. C'était en plus un grand humaniste qui voyait dans sa politique d'abord l'homme et puis les chiffres, les autres choses. Pour moi donc, Willy Brandt, c'est un personnage hors du commun. Entre parenthèses, c'est un des premiers à avoir évoqué la nécessité d'un développement de l'Europe à plusieurs vitesses. C'est lui qui a inventé cette thèse, Willy Brandt. Et puis, je reviens à ce que j'ai déjà dit, le duo François Mitterrand- Helmut Kohl. Eux aussi, je crois, méritent d'être classés très haut dans tout palmarès, parce que ce qu'ils ont fait pour le développement de l'Union européenne tout d'abord, et deuxièmement pour le rapprochement de l'Ouest et l'Est, c'est fort important aussi. Et j'ajoute immédiatement, parce que j'avais parlé aussi du trio, Jacques Delors. Je crois qu'il mérite vraiment d'être classé très haut. Naturellement, j'ai eu la chance de vivre dans ma famille politique dans une génération fort représentative. J'ai connu Olof Palme, Kreisky en Autriche, González, Mario Soares, Jürgen [...], c'était vraiment une très grande génération qui, je crois, a œuvré, toujours dans le cadre de l'Union européenne, tout de même à un certain approfondissement. Cette génération, je crois, se situe à un niveau supérieur de la génération actuelle. Mais enfin, ça c'est l'histoire. Espérons que très vite à nouveau, il y aura quelques grandes personnalités qui vont imprégner l'Europe de leurs idées d'intégration, car comme vous l'avez remarqué, ce ne sont pas seulement les institutions qui déterminent le sort et l'avenir. Ce sont surtout des personnalités qui, par leur contact direct, créent un climat de confiance qui permet le développement de certaines idées et de certains plans.

[**Étienne Deschamps**] Monsieur Claes, je vous remercie beaucoup de votre confiance et du temps que

vous nous avez accordé pour cet entretien, merci beaucoup.